



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**RAPPORT SUR LES CONDITIONS DE
BANQUE DANS L'UEMOA EN 2015**



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA MONNAIE

Direction des Statistiques
Service des Statistiques

RAPPORT SUR LES CONDITIONS DE BANQUE DANS L'UEMOA EN 2015



Juin 2016



SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
INTRODUCTION	3
I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	3
1.1. Environnement économique	3
1.2. Marché monétaire	4
1.3. Paysage bancaire	5
II. SITUATION DU MARCHE DU CREDIT BANCAIRE	6
2.1. Taux d'intérêt appliqués aux crédits bancaires	6
2.2. Montants des crédits mis en place	9
2.3. Ecart des taux débiteurs	10
III. EVOLUTION DES DEPOTS EFFECTUES PAR LA CLIENTELE	11
3.1. Montants déposés à l'ouverture des comptes	11
3.2. Taux créditeurs	12
IV. CONDITIONS GENERALES DE BANQUE	13
4.1. Conditions d'ouverture de comptes bancaires	13
4.2. Charges et commissions	13
CONCLUSION	15
Annexe	16-33

INTRODUCTION

Durant l'année 2015, la politique monétaire dans les principaux pays industrialisés est demeurée accommodante. Dans la Zone euro, la BCE a maintenu son principal taux directeur à 0,05% et entamé la mise en œuvre de son programme d'assouplissement quantitatif, avec pour objectif de contribuer à la relance de l'activité économique et lutter contre le risque de déflation. Aux États-Unis, la politique monétaire a été axée sur le soutien à la reprise de l'activité économique, dans un contexte de remontée de l'inflation. La Fed a ainsi élargi en décembre 2015 la fourchette d'objectif des taux des fonds fédéraux de 0,25% à 0,50%.

Dans les pays émergents, la mise en œuvre de la politique monétaire a pris en compte la persistance du ralentissement de la croissance économique. La Banque Centrale de Russie a ainsi baissé son taux directeur de 50 points de base à 11,00% en juillet 2015 pour soutenir la relance d'une économie en récession. En Chine, le contexte de recul de l'activité a amené la Banque Centrale à procéder à la baisse de ses taux directeurs. Le taux de prêt à un an et le taux de dépôt à un an ont été abaissés d'un quart de point, respectivement à 4,35% et 1,50%.

La situation économique dans l'UEMOA a, pour sa part, été caractérisée par une inflation faible. Dans ce contexte, la BCEAO a maintenu ses taux d'intérêt directeurs à leurs niveaux en vigueur depuis septembre 2013, afin de poursuivre son soutien à l'activité économique. Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal et le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidités sont ainsi demeurés à 3,50% et 2,50% respectivement. La politique d'injection de liquidités aux guichets de refinancement de la Banque Centrale a été poursuivie et des mesures réglementaires ont été prises en vue du renforcement de la transparence de la tarification des services bancaires.

Cette orientation de la politique monétaire dans l'Union a permis de poursuivre l'amélioration des conditions de financement des économies. Elle a eu un impact sur le marché du crédit bancaire, se traduisant par une augmentation du volume des concours accordés par les banques et la poursuite du recul des taux d'intérêt appliqués à la clientèle.

Le rapport annuel 2015 sur les conditions de banque, à l'instar des éditions précédentes, présente la situation du marché du crédit bancaire dans l'Union, notamment l'évolution des crédits mis en place et des taux d'intérêt qui leur sont appliqués.

I. APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

1.1. Environnement économique

En 2015, l'environnement économique international a été caractérisé par un rythme de progression de l'activité moins élevé que prévu. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en janvier 2016, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014.

Dans l'UEMOA, la croissance économique est demeurée vigoureuse au cours de l'année 2015. Le produit intérieur brut en volume est ressorti en augmentation de 7,0% en 2015, soit le même rythme enregistré en 2014. Cette évolution a été portée notamment par le secteur manufacturier et les services. Quant à l'indice des prix à la consommation, il a connu une hausse modérée par rapport aux réalisations de 2014, reflétant la légère remontée des prix des produits alimentaires. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 1,0% en 2015, après -0,1% en 2014. Il est demeuré en ligne avec les objectifs de politique monétaire.

La situation des finances publiques est restée marquée par l'accentuation du déficit budgétaire, pour la troisième année consécutive. Appréciée sur la base des engagements, le déficit a augmenté de 0,6 point de pourcentage du PIB par rapport aux réalisations de 2014, en s'élevant à 6,5% du PIB en 2015, traduisant un accroissement du besoin de financement des Etats.

Les échanges extérieurs, au titre de l'année 2015, se caractériseraient par une réduction du déficit des transactions courantes hors dons à 5,0% du PIB contre 6,0% noté en 2014, en ligne notamment avec un recul net de la facture pétrolière, subséquente à la chute des cours mondiaux. Ce déficit courant extérieur a été financé par des tirages sur les prêts projets, les prêts programmes et des ressources levées sur le marché international de capitaux.

Tableau 1 : Quelques indicateurs macroéconomiques de l'UEMOA

	2011	2012	2013	2014	2015*
Taux de croissance économique	1,0	6,2	6,0	6,6	7,0
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	3,9	2,4	1,5	-0,1	1,0
Solde budgétaire/PIB (hors dons)	-6,5	-5,3	-6,0	-5,9	-6,5
Solde courant extérieur/PIB (hors dons)	-2,9	-5,9	-7,4	-6,0	-5,0
Crédit à l'économie/PIB	20,5	20,9	22,7	24,1	25,8

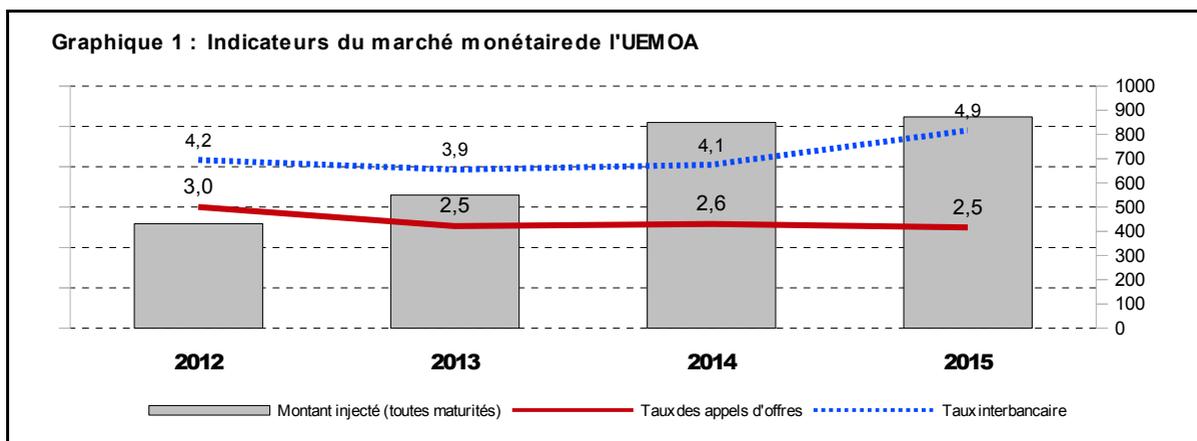
Sources : BCEAO, INS. (*) Estimations

1.2. Marché monétaire

Au cours de l'année 2015, l'évolution du marché monétaire a été marquée par un léger repli du volume des opérations interbancaires. Le volume moyen hebdomadaire des transactions, toutes maturités confondues, s'est établi à 107,2 milliards de FCFA en 2015 contre 109,0 milliards de FCFA en 2014. Sur le compartiment à une semaine, le plus dynamique, le taux d'intérêt moyen pondéré des prêts interbancaires s'est situé à 3,68% contre 3,35% en 2014.

Pour satisfaire les besoins exprimés par les banques en déficit structurel de liquidité, la Banque Centrale a accru ses refinancements, notamment sur le guichet des appels d'offres d'injection de liquidités. Les concours de l'Institut d'émission aux banques sont passés de 2.649,7 milliards à fin décembre 2014 à 2.919,1 milliards à fin décembre 2015, soit une augmentation de 269,4 milliards sur la période. Pour la plupart, ces concours aux banques sont adossés aux titres publics (bons et obligations du Trésor).

Il a également été observé un développement progressif des opérations de pension livrée sur le marché interbancaire de l'UMOA. Le volume des opérations de cette nature a atteint 150,65 milliards de francs CFA en 2015. Un dispositif de soutien au financement des PME dans les Etats membres a, par ailleurs, été mis en place. La BCEAO est chargée d'assurer l'opérationnalisation de ce dispositif dans les Etats membres au cours de l'année 2016.



1.3. Paysage bancaire

En 2015, l'effectif des établissements de crédit de l'Union a augmenté de six unités par rapport à fin décembre 2014. Ainsi, le système bancaire de l'Union comprend 137 établissements de crédit à fin décembre 2015.

Tableau 2 : Répartition des établissements de crédit par pays

	Nombre d'unités en 2014			Nombre d'unités en 2015		
	Banques	E.F (*)	Guichets	Banques	E. F	Guichets
Bénin	15	0	199	15	0	200
Burkina	13	4	243	13	4	243
Côte d'Ivoire	24	2	597	26	2	626
Guinée-Bissau	4	0	26	5	0	26
Mali	14	3	514	14	3	360
Niger	11	1	140	12	1	295
Sénégal	22	2	381	24	3	533
Togo	14	2	200	13	2	445
Ensemble	117	14	2.300	122	15	2.728

Sources : BCEAO (*) : Etablissement financier

L'activité bancaire a poursuivi sa croissance en 2015. Les ressources et les emplois ont progressé respectivement de 17,0% et de 18,6% par rapport à leurs niveaux de décembre 2014. L'augmentation des ressources est principalement tirée par les dépôts et emprunts. Celle des emplois est induite par les crédits et les titres de placement. La trésorerie des banques et établissements financiers a affiché un déficit de 1.336,8 milliards en 2015, après celui de 880,6 milliards au 31 décembre 2014. Le taux brut de dégradation du portefeuille des établissements de crédit est, quant à lui, ressorti en amélioration à 14,4% en 2015 contre 15,0% en 2014.

L'évolution des activités d'intermédiation financière s'est accompagnée d'une amélioration des services bancaires connexes. Ainsi, dans le secteur de la microfinance, le dynamisme observé au cours de ces dernières années s'est poursuivi en 2015. Selon les données disponibles à fin décembre 2015, le nombre de SFD s'est établi à 724 institutions de microfinance contre 718 à fin

décembre 2014. Le taux d'accès des populations aux services financiers offerts s'est également accru de 10,4% au cours de la période sous revue. En effet, le nombre de bénéficiaires des prestations de ces institutions est ressorti à 15,7 millions à fin décembre 2015, contre 14,2 millions un an plus tôt.

Le paysage bancaire en 2015 est resté marqué par le développement rapide des transactions électroniques, notamment les services de paiement basés sur la téléphonie mobile. Les données disponibles révèlent que 22 millions de personnes, soit plus de vingt pour cent de la population de l'Union, ont souscrit à des services financiers via la téléphonie mobile. Depuis janvier 2013, la valeur des opérations a enregistré un bond de 740%. Cette évolution fulgurante se reflète dans la valeur cumulée des transactions qui, à fin septembre 2015, se chiffraient à près de 5.000 milliards francs CFA contre 2.455 milliards en 2014.

II. SITUATION DU MARCHÉ DU CREDIT BANCAIRE

La situation du marché du crédit est examinée à travers l'évolution des taux d'intérêt et des montants des crédits octroyés à la clientèle des banques. Le taux d'intérêt moyen est calculé hors commissions et charges liées à la mise en place des crédits bancaires. Le cumul des crédits ordinaires ne comprend pas les découverts bancaires et les escomptes d'effets de commerce.

2.1. Taux d'intérêt appliqués aux crédits bancaires

Les taux d'intérêt débiteurs ont poursuivi leur tendance baissière entamée à partir de 2009. En effet, sur les cinq dernières années, ils se sont repliés de manière régulière, de l'ordre de 20 points de base en moyenne par an. Le taux moyen calculé à l'échelle de l'Union est passé de 7,56% en 2013 à 7,26% en 2014 et 7,00% en 2015. La baisse ressort à 26 points de base en 2015 par rapport aux données de l'année précédente.

Tableau 2 : Taux débiteurs moyens selon la catégorie du client (UEMOA)

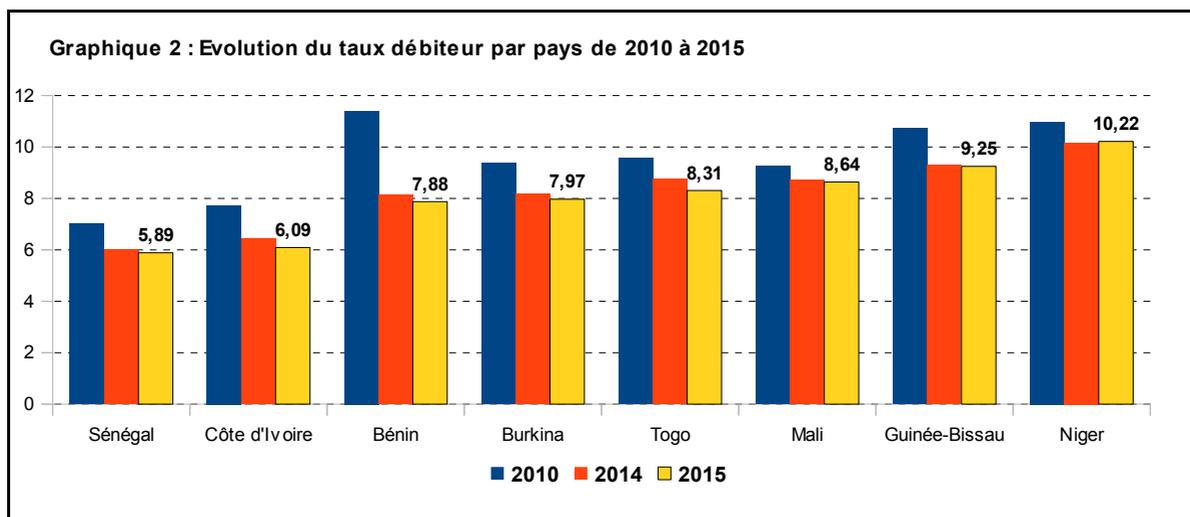
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Particuliers	10,72	10,61	10,31	9,45	9,10	8,73
Clientèle financière	7,99	8,03	8,28	6,32	6,41	6,89
Sociétés d'Etat	8,04	7,46	6,73	7,04	6,66	6,75
Entreprises privées	8,11	7,81	7,48	7,08	6,92	6,66
Ensemble des crédits	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26	7,00

Source : BCEAO.

A l'instar des années précédentes, la diminution des taux débiteurs a concerné globalement l'ensemble des catégories de clients. La baisse la plus significative continue d'être observée sur les taux appliqués aux Particuliers et aux Entreprises privées du secteur productif. Le taux débiteur appliqué aux particuliers est passé de 9,10% en 2014 à 8,73% en 2015, soit un repli de 37 points de base. Concernant les concours aux Entreprises privées du secteur productif, le taux appliqué aux crédits qu'elles ont mobilisés est passé de 6,92% en 2014 à 6,66% en 2015, soit une baisse de 26 points de base.

La baisse du taux débiteur résulte de l'assouplissement des conditions monétaires, à travers la réduction du taux directeur de la BCEAO, qui se situe à 3,50% alors qu'il ressortait à 4,25% en 2010. L'évolution favorable des taux débiteurs s'explique également par l'amélioration globale des conditions macroéconomiques et des dispositions prises pour améliorer l'environnement des affaires dans la zone.

Les taux d'intérêt débiteurs ont baissé dans tous les pays, sauf au Niger. L'analyse par pays montre que la baisse des taux débiteurs a été plus importante au Togo, où le taux débiteur moyen a diminué de 44 points de base, ainsi qu'en Côte d'Ivoire (-36 points) et, à un degré moindre, au Bénin (-26 points) et au Burkina (-21 points). Au Niger, la moyenne nationale des taux débiteurs est passée de 10,17% à 10,22% entre 2014 et 2015.



Entre 2010 et 2015, la baisse des taux débiteurs la plus importante a été observée au Bénin, où la moyenne nationale a diminué de plus de 3,5 points de pourcentage. En Côte d'Ivoire, au Burkina, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo, les taux ont diminué d'environ 1,5 point de pourcentage. Au Mali et au Niger, la baisse des taux débiteurs a été limitée à 0,5 point de pourcentage. Elle a été de moindre ampleur dans ces pays comparativement à la situation globalement relevée dans l'Union.

Encadré n° 1 Le Démarrage des Activités du Bureau d'Information sur le Crédit

La création des BIC vise à réduire l'asymétrie d'information entre les prêteurs et les emprunteurs sur le marché du crédit, avec pour effet d'améliorer l'accès des populations aux services financiers. En vue de doter les Etats membres de l'UMOA d'un tel dispositif, la Banque Centrale a initié un projet de promotion des BIC à partir de l'année 2013, conformément aux recommandations du Rapport du Haut Comité Ad Hoc des Chefs d'Etat sur le financement des économies.

Le BIC collecte auprès des organismes financiers, des sources publiques et des grands facturiers (eau, électricité, téléphone), des données disponibles sur les antécédents de crédit ou de paiement d'un emprunteur. Ces informations sont exploitées pour fournir aux établissements de crédit des rapports de solvabilité détaillés. Ainsi, le BIC assure la disponibilité d'informations économiques et financières sur les clients pour faciliter la mise en place des crédits et l'analyse des risques. Il ressort de l'expérience des Etats qui ont mis en place ce dispositif que le BIC présente les principaux avantages ci-après :

- pour les clients, il permet, par une prise en compte de leur réputation, une meilleure accessibilité au crédit, pouvant induire une baisse du coût du crédit et des garanties exigées, ainsi qu'une amélioration de la qualité du service et de la relation avec les institutions financières et les autres adhérents ;
- pour les établissements de crédit et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), il constitue un outil efficace d'analyse, d'évaluation et de gestion des risques, qui permet d'anticiper le surendettement des emprunteurs, de prendre de meilleures décisions pour l'octroi des crédits, de réduire l'asymétrie d'information et d'augmenter le volume des crédits, avec une amélioration de la qualité du portefeuille ;
- pour l'économie nationale, il contribue à l'amélioration du financement des agents économiques, à moindre coût, du fait de ses avantages pour les emprunteurs et les prêteurs. Il contribue également à renforcer l'efficacité de la supervision de l'activité de crédit, notamment la prévention du surendettement, et à la maîtrise du risque systémique.

La mise en place de BIC participe, par ailleurs, des actions d'amélioration du climat des affaires dans les Etats membres de l'Union, qui figurent parmi les axes prioritaires de leurs politiques économiques. En effet, la mise en place d'un BIC au fonctionnement adéquat permet d'améliorer la notation des Etats dans le rapport « DOING BUSINESS », notamment au niveau du critère relatif à « l'étendue de l'information sur le crédit ».

La Société CREDITINFO-VOLO, agréée en qualité de BIC dans l'UMOA, a démarré ses activités le 1^{er} février 2016 dans les Etats de l'Union où la loi uniforme portant réglementation des BIC était en vigueur à cette date.

2.2. Montants des crédits mis en place

Le volume des nouvelles mises en place de crédits a augmenté à un rythme annuel de 11,9% en 2015, après une progression de 16,3% en 2014. Il est en hausse dans tous les pays de l'Union, sauf au Bénin et au Burkina. Les augmentations les plus significatives ont été relevées en Guinée-Bissau (+64,7%) et au Niger (+33,7%), principalement du fait d'effets de base. La hausse des crédits apparaît également importante en Côte d'Ivoire (+26,9%), au Togo (+24,9%) et au Mali (+23,9%). Par contre, au Burkina et au Bénin, les crédits mis en place ont diminué, respectivement de 7,68% et 14,2%.

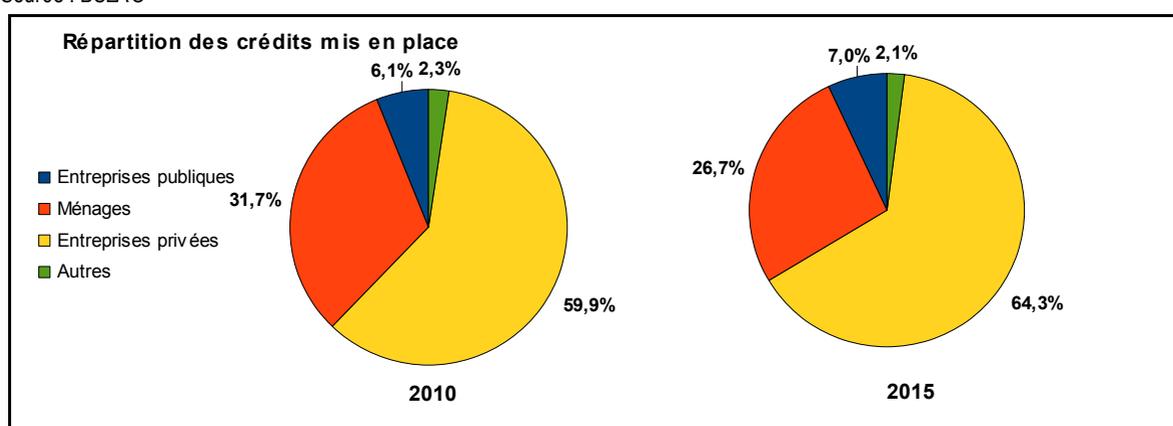
A l'échelle de l'UEMOA, l'augmentation du volume des crédits est globalement observée pour l'ensemble des catégories de clients. Elle est plus importante pour les Organismes assimilés à l'Etat (+69,4%) et les Entreprises privées du secteur productif (+13,6%). Elle apparaît par contre limitée pour les Particuliers (+5,0%). Au Burkina, au Bénin et au Niger, il est remarqué une diminution significative des crédits mis en place au profit des Particuliers.

Entre 2010 et 2015, la répartition des crédits par catégorie de clients a été légèrement modifiée. La part des crédits octroyés aux ménages (Particuliers et Entreprises individuelles) a connu une baisse, passant de 31,7% en 2010 à 26,7% en 2015. Ce recul de la part des particuliers reflète la progression limitée, voire la diminution dans certains pays, des crédits destinés à cette catégorie de clientèle, au cours des trois dernières années. Quant aux entreprises, leur part dans le total des crédits mis en place est passée de 59,9% en 2010 à 64,3% en 2015.

Tableau 3 : Mises en place de crédits (milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bénin	478,88	580,07	698,01	980,47	1 143,29	980,62
Burkina Faso	657,13	900,26	924,87	1 551,25	1 790,79	1 653,26
Côte d'Ivoire	1 940,20	1 261,29	2 158,62	2 740,55	3 378,67	4 286,23
Guinée Bissau	9,99	34,37	38,91	44,59	44,72	73,65
Mali	530,09	901,74	726,44	883,28	970,95	1 203,75
Niger	236,29	267,05	394,86	363,11	368,12	492,00
Sénégal	1 585,55	1 745,01	1 945,85	2 241,63	2 543,76	2 708,56
Togo	231,20	297,73	376,32	405,12	468,60	585,16
UEMOA	5 669,33	5 987,51	7 263,88	9 210,00	10 708,90	11 983,23

Source : BCEAO



2.3. Ecart des taux débiteurs

En 2015, le taux débiteur moyen annuel est ressorti à 5,89% au Sénégal, 6,09% en Côte d'Ivoire, 7,88% au Bénin, 7,97% au Burkina, 8,31% au Togo, 8,64% au Mali, 9,25% en Guinée-Bissau et 10,22% au Niger. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont caractérisés par un taux d'intérêt moyen inférieur à la moyenne régionale. Au Bénin, au Burkina, au Togo et au Mali, le taux débiteur moyen est certes supérieur à la moyenne (7,00%), mais reste à l'intérieur d'une marge de 2 points de pourcentage au-dessus de cette moyenne. La Guinée-Bissau et le Niger sont caractérisés par un taux débiteur moyen situé à plus de 2 points de pourcentage au-dessus de la moyenne régionale. Cette stratification traduit notamment les spécificités de chaque pays en matière de rythme d'amélioration des conditions macroéconomiques et de dissipation des incertitudes socio-politiques.

Tableau 4 : Taux débiteurs moyens

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Sénégal	7,02	6,61	6,23	6,10	6,01	5,89
Côte d'Ivoire	7,73	7,93	7,59	6,84	6,45	6,09
Moyenne	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26	7,00
Bénin	11,40	9,18	8,81	8,74	8,14	7,88
Burkina Faso	9,38	9,43	9,42	8,44	8,18	7,97
Togo	9,58	9,67	9,36	8,98	8,75	8,31
Mali	9,27	9,17	9,07	8,84	8,71	8,64
Guinée-Bissau	10,72	10,38	9,15	9,30	9,32	9,25
Niger	10,98	11,11	10,62	10,21	10,17	10,22

Source : BCEAO

L'écart type des taux d'intérêt moyens des pays par rapport à la moyenne régionale est passé de 1,54 en 2010 à 1,46 en 2015, montrant une réduction progressive des écarts de taux entre Etats membres. Toutefois, bien que les taux débiteurs soient en baisse tendancielle dans tous les pays, l'écart entre le taux débiteur le plus élevé (Niger) et le taux débiteur le moins élevé (Sénégal) est resté dans le même ordre de grandeur au cours des cinq dernières années.

Il convient, par ailleurs, de souligner que les différences entre pays dans la répartition des crédits accordés suivant les catégories de débiteurs contribuent également aux écarts de taux entre Etats membres. En effet, les Etats dans lesquels la part de crédits octroyés aux particuliers et aux entreprises individuelles est élevée affichent des taux débiteurs moyens élevés. A l'inverse, les Etats qui présentent une proportion plus importante de prêts accordés aux entreprises du secteur productif ont des taux moyens débiteurs moins élevés.

Tableau 5 : Taux débiteurs moyens appliqués aux entreprises

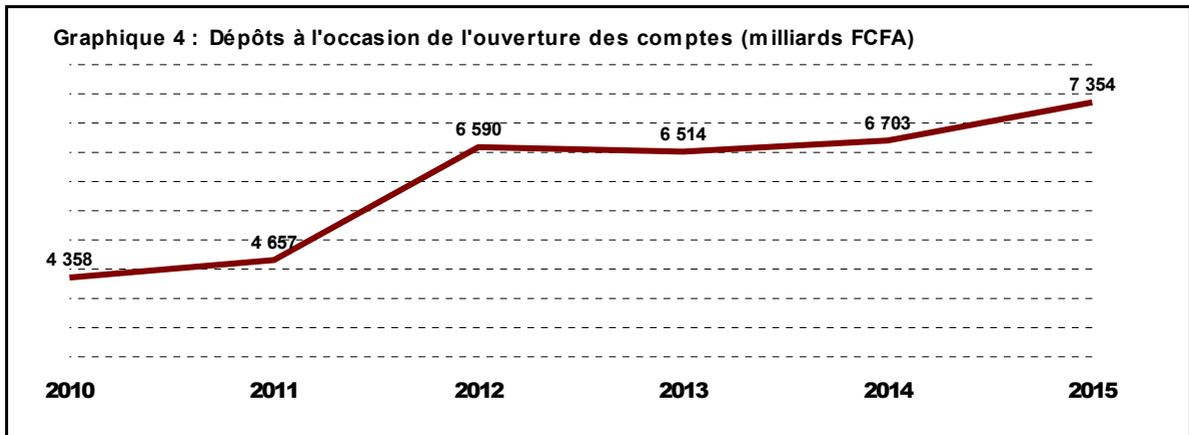
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Sénégal	6,48	5,90	5,35	5,42	5,31	5,08
Côte d'Ivoire	7,83	7,98	7,49	6,45	6,44	6,14
Moyenne	8,11	7,81	7,48	7,08	6,92	6,66
Burkina Faso	9,30	9,18	9,16	8,40	8,12	7,91
Bénin	11,70	8,97	8,67	8,87	8,21	7,95
Togo	8,93	9,28	9,08	8,48	8,46	7,98
Mali	9,03	8,99	8,80	8,44	8,58	8,31
Guinée Bissau	10,05	10,08	8,21	9,81	9,68	8,83
Niger	10,01	10,58	10,92	9,47	9,29	9,55

Source : BCEAO

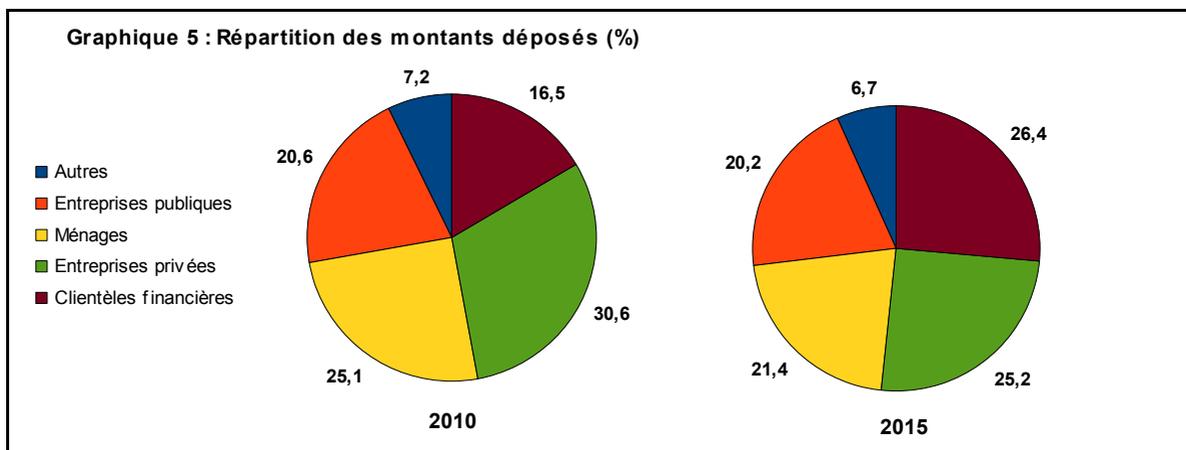
III. EVOLUTION DES DEPOTS EFFECTUES PAR LA CLIENTELE

3.1. Montants déposés à l'ouverture des comptes

Les montants déposés à l'ouverture des comptes sont ressortis en progression de 9,7% en 2015, après une hausse de 2,9% en 2014 et une baisse de 1,2% en 2013. Les montants déposés à l'ouverture des comptes sont en hausse dans tous les pays, sauf au Bénin (-20,6%). Les hausses les plus significatives sont observées au Mali (+50,3%), au Niger (+30,9%), en Guinée-Bissau (+29,9%) et, dans une moindre mesure, au Sénégal (+15,2%). Dans les autres pays, les dépôts à l'ouverture de compte se sont accrus modérément, soit de 5,0% (Côte d'Ivoire) et 6,2% (Burkina).



La hausse des dépôts par rapport aux réalisations de l'année précédente est notée pour toutes les catégories de clients. Les montants les plus importants ont été déposés par les entreprises et les ménages. Un accroissement des dépôts des Particuliers en 2015 est enregistré en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo. En revanche les dépôts des particuliers ont diminué au Bénin (-19,5%), au Burkina (-4,2%) et au Mali (-11,1%). Dans ces derniers pays, une tendance baissière des dépôts des Particuliers dans les banques est constatée sur les trois dernières années, tandis que les dépôts des entreprises financières y croissent significativement, atteignant 1.203,9 milliards en 2015 contre 736,5 milliards en 2010. Cette situation laisse entrevoir l'orientation d'une partie des ressources des Particuliers des établissements de crédits vers les structures de paiement électronique.



Le graphique 6 montre la baisse de la part des dépôts des ménages, qui passe de 25,1% à 21,4% entre 2010 et 2015, au profit des sociétés financières. Toutefois, il est relevé une forte hausse des dépôts à régime spécial, notamment en Côte d'Ivoire, en relation avec la politique de financement du logement. Dans cet Etat, les dépôts à régime spécial ont atteint 97,5 milliards en 2015 contre seulement 12,1 milliards en 2014 et 8,6 milliards en 2013.

La structure des dépôts selon la durée n'a pas été significativement modifiée au cours des dernières années. Les dépôts d'une durée inférieure ou égale à un an ont représenté 80,1% du total des dépôts en 2015 contre 81,5% en 2014. Cette structure des dépôts continue de constituer un des obstacles identifiés par les banques dans le processus d'octroi des crédits et de financement de l'économie, qui limite leur capacité à accorder des crédits à long terme.

Tableau 6: Structure des dépôts par durée

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	30,4	24,9	26,8	25,9	22,3	21,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	24,8	26,2	19,6	19,7	20,9	20,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,2	12,2	17,1	15,7	17,5	18,2
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,7	10,2	13,9	13,3	13,8	13,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,2	7,3	9,3	8,1	6,8	6,5
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	14,7	15,0	10,3	12,8	12,4	11,9
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	1,9	3,2	1,8	1,3	2,6	5,8
Non déterminée	2,2	1,1	1,2	3,1	3,6	2,2

En effet, la mobilisation de ressources en vue du financement de l'économie nécessite la disponibilité d'une épargne adaptée au besoin de ce financement. La part des dépôts dont l'échéance est comprise entre cinq ans et dix ans a toutefois connu une augmentation notable, en relation avec la hausse des dépôts à régime spécial. Cette part est passée de 1,3% des montants déposés en 2013 à 2,6% en 2014 puis à 5,8% en 2015.

3.2. Taux créditeurs

Le taux de rémunération des dépôts bancaires est ressorti en légère baisse en 2015, rompant avec la tendance haussière observée sur les trois dernières années. Le taux moyen est passé de 5,33% en 2014 à 5,16% en 2015. La baisse est relevée dans l'ensemble des pays de l'Union, sauf au Sénégal et au Togo. La diminution des taux créditeurs est également observée pour la plupart des catégories de clientèle. Les baisses les plus significatives ont été appliquées aux dépôts des Organismes assimilés à l'Etat (-43 points de base), aux ménages (-25 points de base) et à la clientèle financière des banques (-22 points de base).

Tableau 8 : Taux créditeurs moyens par pays

Pays	2012	2013	2014	2015
Bénin	5,68	6,07	6,17	5,98
Burkina	4,57	4,82	5,17	4,70
Côte d'Ivoire	5,25	5,21	5,15	5,01
Guinée-Bissau	4,63	4,71	4,64	4,54
Mali	4,74	4,91	4,93	4,82
Niger	5,34	5,57	5,55	5,22
Sénégal	5,09	5,60	5,51	5,58
Togo	5,04	5,15	5,28	5,35
UEMOA	5.04	5.25	5.33	5.16

Source : BCEAO.

En 2015, les placements les mieux rémunérés sont restés ceux des Sociétés d'assurance, des Caisses de retraite et des Sociétés privées du secteur productif, qui ont bénéficié de taux créditeurs supérieurs à 5%. A l'inverse, les taux de rémunération des dépôts des particuliers (4,77%) et de la clientèle financière des banques (4,51%) sont les moins élevés.

L'écart-type des taux créditeurs par pays, par rapport à la moyenne régionale, est passé de 0,46 en 2014 à 0,48 en 2015, en relation avec la hausse des taux au Sénégal et au Togo.

IV. CONDITIONS GENERALES DE BANQUE

4.1. Conditions d'ouverture de comptes bancaires

Au cours de l'année 2015, il a été relevé une baisse progressive des montants exigés à l'ouverture des comptes. Les conditions restent toutefois très variables d'un pays à l'autre et, dans un même pays, d'une banque à l'autre. A titre indicatif, pour l'ouverture d'un compte courant, le montant minimum exigé par les banques tourne autour de 200.000 FCFA dans plusieurs pays (Bénin, Guinée-Bissau, Niger et Togo). Le montant moyen s'est situé à environ 2.000.000 FCFA en Côte d'Ivoire. Pour l'ouverture d'un compte d'épargne, le montant minimum exigé tourne autour de 20.000 FCFA au Bénin, au Niger et au Togo. Ce montant s'élève à 65.000 FCFA au Sénégal et à 200.000 FCFA en Côte d'Ivoire.

4.2. Charges et commissions

Le tableau 9 ci-dessous donne une estimation des charges payées par la clientèle au profit des banques lors de la mise en place de crédits, en dehors des taux d'intérêt. Ces informations permettent de relever les différences entre les pays, d'une part, et entre les catégories de clients, d'autre part. Les calculs sont basés sur les informations communiquées par les banques déclarantes.

Tableau 9 : Ratio des charges rapportées aux crédits mis en place en 2015

	Organismes assimilés à l'Etat	Particuliers	Clientèle financière	Entreprises privées	Ensemble
BENIN	0,02%	1,10%	0,24%	0,26%	0,30%
BURKINA	0,04%	1,18%	3,36%	0,38%	0,50%
CI	0,29%	1,49%	0,03%	0,14%	0,33%
GB	0,16%	5,06%	3,64%	0,99%	2,05%
NIGER	0,46%	1,50%	1,24%	0,40%	0,65%
SENEGAL	0,06%	6,05%	0,21%	0,81%	1,29%
TOGO	0,16%	1,26%	0,11%	0,22%	0,46%
ENSEMBLE	0,13%	2,38%	0,23%	0,39%	0,63%

En 2015, pour l'ensemble de l'Union, les charges liées à la mise en place des crédits bancaires représentent à peu près 0,63% du volume des crédits. Ce ratio varie d'une catégorie de clients à une autre. Les Particuliers sont les clients qui payent le plus de frais et commissions. Le ratio des charges liées à la mise en place de leur crédit bancaire est de 2,38% en moyenne, contre 0,13% pour les Organismes assimilés à l'Etat.

Les charges payées par les entreprises privées du secteur productif sont relativement moins élevées, notamment par rapport aux Particuliers, même si le ratio ressort relativement important au Burkina (3,36%), en Guinée-Bissau (3,64%) et, dans une moindre mesure, au Niger (1,24%). Dans tous les pays, le ratio des charges payées par les Entreprises privées est toutefois plus important que celui correspondant aux Organismes assimilés à l'Etat et la Clientèle financière des banques.

Encadré n° 2 Dispositif de Soutien au Financement des PME/PMI

Le dispositif de soutien au financement des PME/PMI, adopté le 29 septembre 2015 par le Conseil des Ministres, vise à promouvoir un écosystème favorable au financement de ces structures afin de créer une masse critique d'entreprises performantes, en vue d'augmenter la contribution de cette catégorie d'entreprises à la création de richesses et à la lutte contre le chômage. Le dispositif institué implique les Etats, les structures d'appui et d'encadrement des PME/PMI, la Banque Centrale, les établissements de crédit ainsi que le marché financier régional. Les conditions d'opérationnalisation du dispositif du financement des PME/PMI, sont structurées autour des quatre axes suivants :

- la rédaction des textes réglementaires portant modalités de mise en œuvre du dispositif ;
- la mise en place des comités nationaux de soutien aux PME ;
- la sensibilisation des acteurs ;
- l'appui aux structures d'encadrement.

La BCEAO prendra les mesures d'incitation, par la réduction des risques attachés au financement des PME/PMI. Ces incitations consistent :

- au refinancement des créances portées par les établissements de crédit sur les PME/PMI éligibles ;
- en la réduction des charges en fonds propres sur les crédits accordés aux PME/PMI éligibles, en rapport avec les normes de Bâle II et III qui seront adoptées par la Banque Centrale.

Tout crédit (nouvelle mise en place et renouvellement de l'encours), accordé au cours de douze mois à la PME/PMI éligible, bénéficiera des incitations qui seront offertes tant qu'il demeure sain. Par ailleurs, la BCEAO initie des formations sur le financement des PME/PMI au profit des agents des établissements de crédit.

Par pays, il est observé que le ratio des charges rapportées aux crédits, sur l'ensemble des catégories de clients, est plus important en Guinée-Bissau (2,05%) et au Sénégal (1,29%). Ce niveau élevé du ratio dans les deux pays précités est porté par les particuliers qui payent 5,06% et 6,05% au titre des charges liées à la mise en place des crédits, respectivement en Guinée-Bissau et au Sénégal. Le ratio le moins élevé est observé au Bénin et au Burkina, comparativement aux autres pays.

CONCLUSION

La situation du marché du crédit bancaire enregistre une évolution relativement favorable dans l'UEMOA. Le volume des crédits mis en place s'est accru de 16,4% en moyenne durant les cinq dernières années. Le taux d'intérêt débiteur moyen a poursuivi sa tendance baissière. Hors charges et commissions, il est ressorti en 2015 à 7,00% contre 7,26% en 2014. Ce repli des taux débiteurs s'inscrit dans un contexte de maintien des taux élevés de croissance économique. Il résulte également des initiatives prises par les Autorités monétaires d'assouplir les conditions d'octroi des ressources aux guichets de la Banque Centrale.

En 2015, le dialogue instauré entre les Hautes Autorités de la BCEAO et les dirigeants des banques s'est poursuivi en vue d'amplifier les effets d'entraînement de la baisse des taux directeurs de la Banque Centrale sur les taux effectifs pratiqués aux guichets des banques. Cette dynamique est appelée à être renforcée en 2016.

Par ailleurs, les Autorités de l'Union ont engagé divers chantiers relatifs notamment au renforcement de l'inclusion financière et la promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit. Il est attendu de la mise en œuvre de ces chantiers l'amélioration de l'accessibilité au système financier de l'Union à l'ensemble des catégories de demandeurs de crédits.

=====

1. UEMOA

1.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards FCFA)

Tableau 1.1.1. Par catégorie de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	136,7	182,5	228,8	252,9	290,6	492,3
Particuliers	711,0	767,3	1 070,1	1 389,4	1 509,7	1 585,3
Clientèle financière	27,9	54,7	50,3	61,3	86,1	61,0
Sociétés d'Etat et EPIC	209,4	153,4	244,9	261,3	384,1	332,8
Assurances-Caisses de retraite	6,9	5,5	9,1	36,5	66,3	78,8
Entreprises privées du secteur productif	3 393,6	3 796,3	4 201,1	5 831,5	6 708,2	7 622,2
Entreprises individuelles	1 085,5	842,7	1 228,3	1 152,3	1 382,6	1 572,9
Coopératives et groupements villageois	37,2	49,1	72,1	51,6	76,2	63,6
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	26,4	90,5	89,6	99,3	121,5	89,5
Personnels des banques	34,7	45,6	69,7	74,0	83,7	84,9
Total	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0	10 708,9	11 983,2

Tableau 1.1.2. Par objet économique	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	78,8	80,4	122,2	203,7	181,2	136,5
Exportation	61,8	55,7	41,7	27,3	175,2	76,8
Equipement	507,9	690,4	734,4	811,2	866,9	1 142,7
Consommation	470,4	525,7	812,2	1 106,7	1 146,2	1 695,7
Trésorerie	3 992,8	3 859,8	4 651,0	5 534,4	6 932,7	7 093,7
Autres	557,6	775,4	902,4	1 526,7	1 406,6	1 837,9
Total	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0	10 708,9	11 983,2

Tableau 1.1.3. Par durée	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	1 954,9	1 541,0	1 822,3	2 654,8	2 928,7	2 981,7
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	1 194,0	1 288,4	1 825,6	1 959,1	2 447,8	3 108,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	587,6	874,5	986,6	1 063,0	1 150,8	1 244,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	470,8	500,7	591,6	840,8	1 023,4	1 119,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	359,2	374,2	399,4	497,7	589,1	678,3
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	873,7	1 036,4	1 149,5	1 461,8	1 714,1	2 003,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	189,5	324,7	429,0	654,8	726,9	732,6
Plus de 10 ans	39,6	47,6	60,1	77,9	128,1	114,2
Total	5 669,3	5 987,5	7 263,9	9 210,0	10 708,9	11 983,2

1.2. TAUX DEBITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.2.1. Par catégorie de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	7,33	7,82	7,33	7,35	7,03	6,57
Particuliers	10,72	10,61	10,31	9,45	9,10	8,73
Clientèle financière	7,99	8,03	8,28	6,32	6,41	6,89
Sociétés d'Etat et EPIC	8,04	7,46	6,73	7,04	6,66	6,75
Assurances-Caisses de retraite	4,87	10,08	10,09	9,69	8,32	8,39
Entreprises privées du secteur productif	8,11	7,81	7,48	7,08	6,92	6,66
Entreprises individuelles	8,09	8,94	8,31	8,11	7,32	7,17
Coopératives et groupements villageois	9,48	8,09	8,51	8,82	8,41	8,74
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,42	9,11	7,22	7,57	6,65	7,53
Personnels des banques	3,07	4,30	3,98	2,82	4,25	2,71
Total	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26	7,00

Tableau 1.2.2. Par objet économique	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	9,21	8,98	8,44	7,44	7,64	8,02
Exportation	8,92	8,82	7,98	8,24	5,89	9,17
Equipement	9,45	8,99	8,77	8,45	8,21	8,17
Consommation	10,96	10,60	10,11	9,29	9,05	7,53
Trésorerie	7,85	7,72	7,27	6,90	6,69	6,44
Autres	8,96	9,07	9,12	8,22	8,16	7,81
Total	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26	7,00

Tableau 1.2.3. Par durée	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	7,13	6,93	6,83	6,20	6,14	5,98
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,71	7,33	6,67	6,52	6,00	5,62
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,44	8,89	8,64	8,65	8,18	8,45
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,14	9,74	9,33	8,73	8,70	8,19
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,41	9,84	9,61	8,88	8,76	8,25
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,15	9,85	9,86	9,24	8,67	8,36
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,97	8,75	8,92	8,25	8,11	8,16
Plus de 10 ans	6,65	6,76	6,09	6,97	6,73	5,74
Total	8,39	8,32	7,99	7,56	7,26	7,00

1.3. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards FCFA)

Tableau 1.3.1. Par catégorie de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	456,5	451,7	497,8	538,9	500,4	632,6
Particuliers	807,3	868,7	1 733,8	1 238,8	1 108,6	1 285,8
Clientèle financière	301,3	453,8	736,5	959,8	1 122,6	1 203,9
Sociétés d'Etat et EPIC	440,6	493,8	696,9	711,0	887,8	854,5
Assurances-Caisses de retraite	417,0	372,7	524,6	663,0	714,7	740,5
Entreprises privées du secteur productif	1 334,4	1 398,0	1 648,4	1 798,3	1 807,8	1 855,0
Entreprises individuelles	286,9	205,0	319,4	247,1	166,9	289,1
Coopératives et groupements villageois	70,9	62,3	117,7	111,9	116,6	139,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	223,9	341,2	296,2	231,6	266,7	344,7
Personnels des banques	19,1	10,0	18,5	13,5	10,8	8,9
Total	4 357,9	4 657,1	6 590,0	6 514,1	6 702,9	7 354,7

Tableau 1.3.2. Par objet économique	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	4 134,1	4 484,3	6 370,9	6 316,7	6 570,7	6 972,9
Epargne à régime spécial	30,6	28,2	42,4	33,5	20,1	152,5
Bon de caisse	177,7	143,0	173,0	147,8	89,3	113,5
Certificat de dépôt	0,2			0,3	4,6	0,4
Autres	15,3	1,6	3,7	15,7	18,1	115,4
Total	4 357,9	4 657,1	6 590,0	6 514,1	6 702,9	7 354,7

Tableau 1.3.3. Par durée	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	1 323,5	1 158,2	1 764,7	1 687,9	1 495,5	1 604,2
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	1 078,6	1 219,3	1 290,0	1 285,0	1 404,0	1 476,7
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	444,2	567,2	1 124,6	1 023,9	1 176,0	1 341,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	468,0	474,5	919,3	865,9	926,6	991,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	225,3	338,2	613,9	525,2	457,3	475,5
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	639,6	699,8	679,6	836,0	830,3	878,3
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	83,4	150,1	117,0	86,2	174,6	429,2
Non déterminée	95,2	50,0	81,0	204,0	238,7	158,2
Total	4 357,9	4 657,1	6 590,0	6 514,1	6 702,9	7 354,7

1.4. TAUX CREDITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.4.1. Par catégorie de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	5,09	5,26	5,34	5,21	5,37	5,12
Particuliers	4,71	4,82	4,49	5,09	4,96	4,77
Clientèle financière	5,42	5,52	4,81	4,36	4,73	4,51
Sociétés d'Etat et EPIC	5,16	5,31	5,11	5,45	5,83	5,54
Assurances-Caisses de retraite	5,48	5,57	5,53	5,73	5,76	5,90
Entreprises privées du secteur productif	5,19	5,42	5,32	5,56	5,56	5,46
Entreprises individuelles	5,11	4,99	5,07	5,27	4,76	4,33
Coopératives et groupements villageois	5,73	5,54	5,53	5,64	5,28	5,36
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,24	5,45	5,52	5,41	5,31	5,53
Personnels des banques	5,04	5,51	5,12	5,24	5,16	4,77
Total	5,14	5,29	5,04	5,25	5,33	5,16

Tableau 1.4.2. Par objet économique	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	5,12	5,28	5,04	5,26	5,34	5,17
Epargne à régime spécial	4,75	4,73	4,34	5,76	5,20	5,95
Bon de caisse	5,74	5,52	5,38	5,12	4,65	3,87
Certificat de dépôt	4,88			4,96	6,13	6,97
Autres	4,14	4,82	5,34	4,75	4,41	4,99
Total	5,14	5,29	5,04	5,25	5,33	5,16

Tableau 1.4.3. Par durée	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	5,00	5,02	4,56	4,43	4,29	4,10
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,07	5,17	5,06	5,44	5,41	5,42
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,12	5,47	5,07	5,55	5,77	5,54
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,14	5,12	4,98	5,04	5,22	5,14
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,31	5,75	5,64	5,89	5,41	5,25
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,47	5,60	5,60	5,91	6,18	5,73
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,62	5,77	5,68	5,81	5,86	5,71
Non déterminée	4,79	4,79	5,27	5,75	6,08	5,71
Total	5,14	5,29	5,04	5,25	5,33	5,16

2. BENIN**2.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 2.1.1. Répartition par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	11,1	10,5	42,2	57,5	113,6	116,0
Particuliers	39,0	52,6	48,2	53,5	73,9	80,3
Clientèle financière	5,0	8,5	3,6	14,6	18,9	7,4
Sociétés d'Etat et EPIC	17,4	10,1	31,1	100,4	85,4	59,7
Assurances-Caisses de retraite	0,2	0,0	1,9	5,9	10,2	2,9
Entreprises privées du secteur productif	351,2	428,4	465,2	670,7	772,4	670,1
Entreprises individuelles	44,6	58,4	93,9	66,3	57,6	32,2
Coopératives et groupements villageois	1,5	2,4	1,5	4,7	2,5	1,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,7	5,2	4,2	2,9	5,8	5,1
Personnels des banques	2,3	4,0	6,3	4,1	3,0	5,1
Total	478,9	580,1	698,0	980,5	1 143,3	980,6

Tableau 2.1.2. Répartition par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	8,5	5,0	4,1	20,6	21,0	8,6
Exportation	0,6	0,7	7,7	0,6	2,1	16,8
Equipement	66,2	115,7	146,0	105,1	58,1	73,6
Consommation	17,4	25,0	29,6	39,9	38,3	54,5
Trésorerie	326,1	332,7	417,5	538,1	750,4	548,5
Autres	60,2	101,0	93,1	276,0	273,4	278,5
Total	478,9	580,1	698,0	980,5	1 143,3	980,6

Tableau 2.1.3. Répartition par durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	71,2	64,9	95,2	114,8	115,7	79,4
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	114,6	135,0	183,5	212,8	262,6	209,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	89,7	102,0	152,4	183,7	239,9	165,9
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	56,1	74,1	83,9	124,8	141,2	150,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	56,9	65,2	55,9	87,0	101,7	101,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	69,5	96,2	87,0	153,1	161,3	165,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	19,4	36,8	38,8	90,8	106,5	84,7
Plus de 10 ans	1,4	6,0	1,4	13,5	14,4	24,9
Total	478,9	580,1	698,0	980,5	1 143,3	980,6

2.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	9,64	7,75	7,10	7,05	6,95	6,76
Particuliers	10,53	10,17	10,09	9,99	9,43	8,57
Clientèle financière	8,37	5,53	7,71	5,00	6,53	7,42
Sociétés d'Etat et EPIC	8,22	8,55	8,45	7,52	7,08	7,23
Assurances-Caisses de retraite	14,00	13,84	9,69	10,76	8,93	9,64
Entreprises privées du secteur productif	11,70	8,97	8,67	8,87	8,21	7,95
Entreprises individuelles	12,82	11,17	9,98	10,99	10,23	10,80
Coopératives et groupements villageois	8,67	8,35	7,18	6,29	8,82	9,38
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8,30	8,54	8,52	7,79	7,79	7,85
Personnels des banques	1,97	4,43	6,43	3,16	3,11	2,96
Total	11,40	9,18	8,81	8,74	8,14	7,88

Tableau 2.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	11,00	9,71	8,98	8,47	8,31	7,04
Exportation	11,98	10,84	7,79	11,76	7,36	7,25
Equipement	10,27	9,03	8,72	9,08	8,77	8,12
Consommation	9,86	9,06	9,52	8,70	8,99	8,22
Trésorerie	12,31	9,31	8,83	8,78	8,03	7,78
Autres	8,19	8,92	8,74	8,57	8,21	8,03
Total	11,40	9,18	8,81	8,74	8,14	7,88

Tableau 2.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	12,23	8,97	8,58	8,43	7,59	7,95
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	11,95	8,61	8,53	8,50	8,37	7,63
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	12,02	9,25	8,85	8,95	8,07	8,24
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,55	9,89	9,23	9,17	8,19	7,94
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,37	9,99	9,13	8,87	8,52	7,78
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,80	9,64	9,21	8,94	8,14	8,08
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	10,07	8,29	8,43	8,06	8,05	8,09
Plus de 10 ans	6,62	3,83	4,62	10,03	7,40	5,56
Total	11,40	9,18	8,81	8,74	8,14	7,88

2.3. DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards FCFA)

Tableau 2.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	68,3	96,7	118,3	87,0	85,2	77,1
Particuliers	52,0	70,9	297,9	215,6	108,6	87,4
Clientèle financière	22,5	40,8	17,5	43,4	30,2	16,5
Sociétés d'Etat et EPIC	54,5	85,3	94,6	77,3	87,1	27,2
Assurances-Caisses de retraite	33,3	28,4	46,8	110,2	49,9	42,3
Entreprises privées du secteur productif	110,8	142,5	132,4	172,8	167,6	142,3
Entreprises individuelles	1,8	11,6	13,1	12,9	2,3	8,8
Coopératives et groupements villageois	5,6	3,1	4,3	4,7	3,2	11,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	15,6	14,5	14,3	24,1	21,0	30,6
Personnel des banques	6,8	0,5	1,4	0,4	2,2	0,8
Total	371,13	494,45	740,62	748,46	557,37	444,48

Tableau 2.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	357,8	491,5	717,0	743,4	555,6	440,5
Epargne à régime spécial	3,6	0,6	0,4	1,3	0,4	
Bon de caisse		1,0	20,5	0,9		
Certificat de dépôt						
Autres	9,7	1,3	2,7	2,8	1,4	4,0
Total	371,13	494,45	740,62	748,46	557,37	444,48

Tableau 2.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	61,5	54,4	44,1	36,5	19,3	9,2
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	70,7	89,0	60,9	81,3	60,6	33,2
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	76,3	97,3	155,8	82,7	79,4	46,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	55,1	53,4	93,8	94,6	95,1	67,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	45,6	69,2	216,5	186,7	78,0	60,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	56,0	123,0	136,8	215,4	134,7	144,8
sup à 5 et inf à 10 ans	5,5	7,7	15,1	22,9	24,8	73,9
Sup à 10 ans ou non déterminée	0,5	0,5	17,4	28,3	65,4	8,7
Total	371,13	494,45	740,62	748,46	557,37	444,48

2.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	5,19	6,27	6,38	6,44	6,38	5,90
Particuliers	3,94	5,39	4,95	5,55	5,79	5,30
Clientèle financière	5,82	6,25	6,74	6,56	6,63	6,30
Sociétés d'Etat et EPIC	5,87	6,63	6,69	6,58	6,81	6,71
Assurances-Caisses de retraite	5,50	6,40	6,71	6,59	6,43	6,63
Entreprises privées du secteur productif	4,64	6,08	5,53	5,92	5,90	6,08
Entreprises individuelles	4,79	6,40	4,19	5,66	5,86	5,63
Coopératives et groupements villageois	5,56	6,64	6,33	6,16	6,31	5,93
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,71	6,18	6,40	5,75	5,83	6,14
Personnel des banques	5,02	5,32	5,40	4,63	4,43	4,98
Total	5,00	6,16	5,68	6,07	6,17	5,98

Tableau 2.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	5,00	6,16	5,72	6,07	6,18	6,00
Epargne à régime spécial	4,29	3,62	3,66	4,69	3,48	
Bon de caisse		6,38	4,27	6,99		4,62
Certificat de dépôt						
Autres	5,04	5,56	5,67	5,09	5,18	4,70
Total	5,00	6,16	5,68	6,07	6,17	5,98

Tableau 2.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	5,69	5,83	5,26	5,54	4,23	2,08
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,01	5,87	5,84	5,94	5,59	5,77
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,77	6,11	5,56	6,32	6,25	5,77
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,70	6,09	5,53	6,16	6,42	6,32
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,79	6,34	5,63	6,03	6,12	5,86
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,06	6,54	6,10	6,25	6,45	6,44
sup ou égale à 10 ans	4,37	5,43	6,03	5,39	5,03	5,59

3. BURKINA

3.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 3.1.1. Répartition par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	25,4	36,1	21,3	41,8	32,2	23,4
Particuliers	74,0	82,6	131,7	337,9	317,9	276,4
Clientèle financière	0,4	0,2	0,1		2,1	1,5
Sociétés d'Etat et EPIC	40,4	7,4	36,1	53,2	77,1	87,8
Assurances-Caisses de retraite					0,7	
Entreprises privées du secteur productif	400,5	607,8	570,2	897,4	1 118,3	1 054,5
Entreprises individuelles	98,2	155,7	151,4	185,4	186,8	164,0
Coopératives et groupements villageois	3,1	0,4	0,9	4,8	23,2	3,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,2	6,4	7,4	10,6	18,4	18,9
Personnels des banques	8,9	3,7	5,9	20,3	14,1	23,1
Total	657,1	900,3	924,9	1 551,2	1 790,8	1 653,3

Tableau 3.1.2. Répartition par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	7,2	5,5	11,9	48,7	26,1	7,6
Exportation	30,8	13,2	7,9	18,4	6,7	1,3
Equipement	38,2	69,4	69,2	125,6	152,5	270,6
Consommation	65,0	67,6	99,9	275,4	216,0	166,9
Trésorerie	374,8	540,2	503,1	778,9	1 057,9	912,3
Autres	141,1	204,3	232,9	304,2	331,6	294,6
Total	657,1	900,3	924,9	1 551,2	1 790,8	1 653,3

Tableau 3.1.3. Répartition par durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	169,2	278,7	265,6	466,4	520,8	345,7
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	104,1	176,2	134,4	189,5	277,4	311,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	128,9	122,0	147,1	172,9	149,6	256,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	51,0	74,3	108,5	168,5	284,7	207,1
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	74,3	72,5	68,9	105,9	106,2	100,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	103,4	126,6	146,3	281,7	275,1	278,0
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	25,3	44,3	49,9	160,4	152,8	147,2
Plus de 10 ans	0,9	5,7	4,2	6,0	24,2	6,8
Total	657,1	900,3	924,9	1 551,2	1 790,8	1 653,3

3.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	8,43	8,64	8,29	7,92	6,57	6,14
Particuliers	10,61	10,46	10,32	8,55	8,12	7,96
Clientèle financière	7,16	9,13	10,82		8,18	8,75
Sociétés d'Etat et EPIC	6,58	5,41	7,33	7,64	6,52	7,16
Assurances-Caisses de retraite	12,50	10,00	9,76		7,75	
Entreprises privées du secteur productif	9,30	9,18	9,16	8,40	8,12	7,91
Entreprises individuelles	10,76	10,37	10,51	9,42	10,18	10,14
Coopératives et groupements villageois	8,91	11,86	8,34	8,19	7,74	8,73
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,11	9,73	9,63	9,57	7,65	6,84
Personnels des banques	3,11	2,37	3,39	1,74	1,75	0,97
Total	9,38	9,43	9,42	8,44	8,18	7,97

Tableau 3.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	9,27	10,16	9,06	6,73	6,96	5,84
Exportation	8,84	9,24	9,09	7,24	7,75	8,06
Equipement	9,64	9,95	9,77	8,21	8,11	8,14
Consommation	9,88	10,14	10,16	8,56	7,89	7,48
Trésorerie	9,52	9,45	9,35	8,58	8,27	7,94
Autres	8,83	8,96	9,19	8,41	8,22	8,21
Total	9,38	9,43	9,42	8,44	8,18	7,97

Tableau 3.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	9,83	9,96	10,07	8,58	8,28	8,36
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	9,15	8,48	8,29	8,56	7,20	6,94
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,93	8,92	8,81	8,93	8,67	8,40
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,68	9,89	9,34	8,76	9,37	8,83
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	9,13	9,34	9,24	7,62	8,29	7,49
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,70	9,87	9,75	8,37	7,87	8,10
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,52	9,22	10,53	7,81	7,55	7,44
Plus de 10 ans	4,35	10,57	6,71	4,93	6,95	5,22
Total	9,38	9,43	9,42	8,44	8,18	7,97

3.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards de FCFA)

Tableau 3.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	100,7	62,1	107,7	136,7	83,9	51,9
Particuliers	131,8	90,6	672,3	156,5	160,4	153,6
Cientèle financière	47,4	200,7	474,0	630,7	649,2	783,0
Sociétés d'Etat et EPIC	49,9	56,6	23,7	67,0	150,9	136,1
Assurances-Caisse de retraite	61,1	35,5	54,1	119,7	193,1	154,0
Entreprises privées du secteur productif	239,3	379,1	216,9	178,1	208,9	202,9
Entreprises individuelles	28,2	13,5	9,7	14,9	15,0	27,1
Coopératives et groupements villageois	42,8	38,2	52,3	52,5	40,6	40,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	100,8	79,4	96,1	86,1	97,4	149,2
Personnels des banques	0,7	0,8	0,6	0,5	0,7	1,3
Total	802,8	956,4	1707,5	1442,7	1600,2	1699,6

Tableau 3.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	802,8	956,4	1 707,2	1 435,4	1 596,1	1 655,6
Epargne à régime spécial			0,2	7,3	4,1	44,0
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres			0,1			
Total	802,8	956,4	1707,5	1442,7	1600,2	1699,6

3.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 3.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	215,0	204,5	405,6	544,7	568,7	631,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	168,9	146,3	300,0	132,9	207,9	258,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	60,7	74,2	285,9	160,7	272,6	331,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	123,3	72,1	358,3	256,7	224,1	182,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	62,1	89,6	213,9	138,2	132,2	117,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	172,8	157,1	119,8	184,6	191,6	140,5
sup ou égale à 10 ans			24,0	3,9	2,0	15,6
Non déterminée			0,1	20,9	1,0	22,0
Total	802,8	743,7	1707,5	1442,7	1600,2	1699,6

3.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	5,56	5,64	5,80	4,90	5,49	5,68
Particuliers	4,44	4,62	3,70	4,92	4,86	4,86
Cientèle financière	5,79	5,45	4,29	3,65	3,98	3,66
Sociétés d'Etat et EPIC	5,74	6,18	6,01	6,22	6,94	5,93
Assurances-Caisse de retraite	6,17	5,93	6,00	6,00	6,28	6,28
Entreprises privées du secteur productif	5,68	5,97	5,87	6,64	6,46	5,13
Entreprises individuelles	5,85	4,17	4,18	5,43	4,28	4,90
Coopératives et groupements villageois	6,22	5,68	6,13	5,78	5,69	5,50
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,80	5,24	5,69	5,89	5,61	6,00
Personnels des banques	4,56	4,89	4,76	4,70	4,49	4,17
Total	5,56	5,62	4,57	4,82	5,17	4,70

Tableau 3.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	5,56	5,62	4,57	4,78	5,17	4,60
Epargne à régime spécial			3,50	12,55	7,82	8,29
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres			3,50			
Total	5,56	5,62	4,57	4,82	5,17	4,70

Tableau 3.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	5,51	5,20	3,61	3,49	3,51	2,92
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,01	5,44	4,38	5,59	5,60	5,68
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,22	5,45	4,01	5,48	6,08	6,04
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,66	5,54	4,78	4,60	5,55	5,36
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	6,13	6,39	6,04	6,64	5,82	5,72
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,99	6,06	6,06	6,41	7,49	5,77
sup ou égale à 10 ans		6,18	5,77	5,02	4,63	5,26
Non déterminée		4,17	3,79	6,05	5,73	5,75
Total	5,56	5,62	4,57	4,82	5,17	4,70

4. COTE D'IVOIRE

4.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 4.1.1. Répartition par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	46,4	69,1	87,9	83,1	74,5	110,0
Particuliers	157,0	125,3	249,9	380,2	424,5	511,1
Clientèle financière	8,5	7,0	25,1	38,0	41,8	31,0
Sociétés d'Etat et EPIC	81,0	41,7	66,1	46,2	114,3	80,6
Assurances-Caisses de retraite	1,2	3,0	2,3	2,2	3,3	9,1
Entreprises privées du secteur productif	884,9	615,3	1 014,2	1 566,6	1 922,6	2 581,1
Entreprises individuelles	748,2	384,1	674,1	600,3	774,2	917,0
Coopératives et groupements villageois	0,9	2,7	16,4	6,5	10,5	11,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,4	4,5	3,0	1,7	4,7	15,6
Personnels des banques	6,8	8,5	19,7	15,7	8,3	18,9
Total	1 940,2	1261,29	2158,62	2740,55	3378,67	4286,23

Tableau 4.1.2. Répartition par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	12,1	6,2	16,4	38,1	13,0	41,0
Exportation	26,2	28,4	21,1	7,6	140,7	11,6
Equipement	81,4	78,7	153,9	183,5	236,2	390,0
Consommation	145,2	109,8	251,8	380,4	337,3	860,8
Trésorerie	1 573,7	919,3	1 611,0	1 843,0	2 346,2	2 528,0
Autres	101,6	119,0	104,4	287,9	305,2	454,9
Total	1 940,2	1261,29	2158,62	2740,55	3378,67	4286,23

Tableau 4.1.3. Répartition par durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	928,1	385,7	575,3	1 012,3	1 011,7	1 138,2
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	571,0	415,5	848,8	851,6	1 167,1	1 733,7
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	41,1	82,0	197,9	152,7	233,0	219,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	50,8	42,8	38,5	144,3	157,8	237,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	71,9	67,8	91,9	87,9	119,4	148,8
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	224,4	225,1	282,8	381,4	533,4	604,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	36,3	38,2	116,3	101,6	141,9	166,2
Plus de 10 ans	16,5	4,1	7,1	8,7	14,3	38,1
Total	1 940,2	1261,29	2158,62	2740,55	3378,67	4286,23

4.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	7,39	7,42	7,07	7,73	6,97	6,77
Particuliers	12,59	12,30	11,73	9,56	9,08	8,00
Clientèle financière	8,31	7,94	7,83	6,18	5,61	5,98
Sociétés d'Etat et EPIC	9,31	7,73	7,09	6,56	6,59	6,13
Assurances-Caisses de retraite	11,18	10,22	10,64	7,64	8,85	7,51
Entreprises privées du secteur productif	7,83	7,98	7,49	6,45	6,44	6,14
Entreprises individuelles	6,62	6,57	6,35	6,07	5,00	4,83
Coopératives et groupements villageois	11,14	8,75	8,73	8,54	7,55	6,28
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,75	9,68	11,37	8,66	7,91	6,28
Personnels des banques	3,38	4,08	4,32	5,43	4,11	4,93
Total	7,72	7,93	7,59	6,84	6,45	6,09
Hors personnel de banque	7,75	7,95	7,62	6,84	6,45	6,10

Tableau 4.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	10,97	11,25	10,21	7,30	8,59	9,39
Exportation	8,54	7,83	6,82	10,22	5,12	9,13
Equipement	10,70	9,49	9,32	9,68	8,81	7,89
Consommation	12,29	12,00	10,94	9,21	9,16	6,39
Trésorerie	7,09	7,13	6,80	6,04	5,79	5,60
Autres	8,77	9,12	8,80	6,84	7,22	6,37
Total	7,73	7,93	7,59	6,84	6,45	6,09

Tableau 4.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	7,06	7,22	7,23	5,96	6,01	5,84
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6,62	6,60	6,27	5,70	4,88	4,63
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,07	7,98	7,52	6,98	6,94	7,24
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,50	9,72	8,22	8,12	8,17	8,24
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	12,20	10,38	10,48	10,13	8,77	8,38
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	11,39	10,26	10,91	9,98	9,20	8,53
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,43	9,48	8,53	8,27	7,34	7,56
Plus de 10 ans	6,46	5,93	7,64	8,17	7,90	6,32
Total	7,72	7,93	7,59	6,84	6,45	6,09

4.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards de FCFA)

Tableau 4.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	81,5	25,2	26,0	64,8	22,8	48,8
Particuliers	341,6	274,3	395,4	353,8	369,5	417,6
Clientèle financière	146,9	72,9	20,2	21,1	62,7	60,5
Sociétés d'Etat et EPIC	230,8	210,9	422,9	328,0	244,1	236,4
Assurances-Caisses de retraite	129,1	103,3	119,9	106,3	92,5	117,3
Entreprises privées du secteur productif	393,8	315,7	522,4	488,4	604,9	507,2
Entreprises individuelles	197,8	121,0	144,6	70,7	96,2	171,6
Coopératives et groupements villageois	8,8	11,3	13,5	7,2	24,0	28,1
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	24,8	117,6	93,0	44,9	61,0	70,2
Personnels des banques	7,9	5,8	8,4	6,1	3,8	2,2
Total	1563,1	1258,1	1766,4	1491,4	1581,3	1660,1

Tableau 4.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	1 392,5	1 147,7	1 649,5	1 436,6	1 504,4	1 341,4
Epargne à régime spécial	10,0	4,1	6,4	8,6	12,1	97,5
Bon de caisse	154,9	106,0	110,5	43,0	51,8	110,0
Certificat de dépôt	0,1					
Autres	5,6	0,3	0,0	3,2	13,1	111,1
Total	1563,1	1258,1	1766,4	1491,4	1581,3	1660,1

Tableau 4.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	516,5	363,9	678,5	426,9	311,8	363,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	399,1	354,8	414,1	432,0	504,2	410,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	138,7	103,5	226,8	154,1	233,8	253,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	141,2	109,4	179,3	158,6	216,6	259,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	63,8	70,2	103,9	95,7	108,7	114,6
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	219,9	161,7	125,4	113,8	130,8	182,5
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans		83,4	25,3			
Non déterminée	83,8	11,1	13,2	110,3	75,4	75,5
Total	1563,1	1258,1	1766,4	1491,4	1581,3	1660,1

4.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	4,71	4,09	4,43	4,97	5,02	5,16
Particuliers	5,36	5,52	5,56	5,40	5,14	4,93
Clientèle financière	5,47	5,12	5,64	5,08	5,55	6,30
Sociétés d'Etat et EPIC	4,92	4,73	4,68	4,88	4,95	4,87
Assurances-Caisses de retraite	6,29	5,58	5,74	5,49	5,20	5,59
Entreprises privées du secteur productif	5,07	5,32	5,35	5,35	5,25	5,19
Entreprises individuelles	5,16	5,28	5,06	4,52	4,69	3,93
Coopératives et groupements villageois	4,59	5,45	4,88	5,06	5,31	4,94
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,92	5,92	5,75	5,41	5,31	5,05
Personnels des banques	5,89	6,28	5,87	6,38	6,95	6,48
Total	5,22	5,31	5,25	5,21	5,15	5,01

Tableau 4.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	5,16	5,27	5,23	5,24	5,20	5,10
Epargne à régime spécial	4,30	3,48	3,48	3,54	4,62	5,13
Bon de caisse	5,90	5,76	5,69	4,86	4,31	3,87
Certificat de dépôt	7,62					
Autres	1,91	1,14	3,75	3,53	4,27	4,99
Total	5,22	5,31	5,25	5,21	5,15	5,01

Tableau 4.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	5,24	5,28	5,01	4,92	5,09	5,04
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,18	5,34	5,43	5,49	5,38	5,21
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,28	5,65	5,80	5,33	5,21	4,60
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,09	5,08	4,91	4,85	4,80	4,69
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,14	5,25	5,17	4,98	4,76	4,35
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,43	5,11	5,46	5,30	5,24	5,54
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans		5,64	5,31			
Non déterminée	5,04	4,78	5,78	5,74	5,18	5,92
Total	5,22	5,31	5,25	5,21	5,15	5,01

5. GUINÉE BISSAU

5.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 5.1.1. Répartition par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	0,04	3,82	3,90	2,08	0,49	6,70
Particuliers	3,64	7,85	7,82	8,12	13,68	21,86
Clientèle financière					0,01	0,01
Sociétés d'Etat et EPIC		2,50	0,07	1,00	2,00	1,40
Assurances-Caisses de retraite	0,01		0,30	2,02	2,32	
Entreprises privées du secteur productif	2,87	16,84	14,73	10,25	10,48	36,81
Entreprises individuelles	2,60	2,82	10,65	20,04	14,96	4,18
Coopératives et groupements villageois						2,09
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,04	0,32	0,30	0,13	0,57	0,48
Personnels des banques	0,81	0,23	1,13	0,94	0,20	0,13
Total	10,0	34,4	38,9	44,6	44,7	73,6

Tableau 5.1.2. Répartition par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	1,09	1,25	2,93	4,59	1,13	0,78
Exportation	1,79		1,93	0,05	2,06	9,17
Equipement	1,95	3,77	1,58	2,29	0,66	1,11
Consommation	1,52	3,14	6,52	8,76	13,53	17,68
Trésorerie	2,09	14,70	19,17	26,82	24,48	32,95
Autres	1,56	11,52	6,78	2,08	2,86	11,95
Total	10,0	34,4	38,9	44,6	44,7	73,6

Tableau 5.1.3. Répartition par durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	2,83	13,67	10,83	4,48	7,02	15,15
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	0,37	5,72	3,14	4,41	2,92	4,20
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	0,30	3,55	3,06	12,16	13,34	12,60
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	0,78	2,51	3,93	2,78	4,24	11,24
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	1,40	4,11	3,23	2,19	4,09	7,11
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,01	4,19	7,42	9,97	8,12	18,46
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,31	0,61	6,86	8,22	4,80	4,80
Plus de 10 ans		0,02	0,43	0,38	0,19	0,09
Total	10,0	34,4	38,9	44,6	44,7	73,6

5.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés		9,82	9,65	9,30	12,00	5,99
Particuliers	11,65	11,81	12,22	10,05	9,90	10,93
Clientèle financière					12,00	3,00
Sociétés d'Etat et EPIC		9,00	12,62	7,51	3,90	10,43
Assurances-Caisses de retraite			9,97	9,52	8,93	
Entreprises privées du secteur productif	11,90	10,08	8,21	9,81	9,68	8,83
Entreprises individuelles	12,32	11,26	8,61	9,03	9,44	11,21
Coopératives et groupements villageois						6,51
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	14,00	5,85	5,51	5,57	5,25	4,26
Personnels des banques	4,11	2,55	4,23	4,98	3,93	2,63
Total	10,62	10,38	9,15	9,30	9,32	9,25
Hors personnel de banque	11,31	10,43	9,30	9,40	9,34	9,26

Tableau 5.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	9,38	10,20	8,75	9,18	9,73	9,84
Exportation	12,01	12,46	11,81	6,00	10,74	11,69
Equipement	10,89	10,26	7,76	9,72	7,05	11,46
Consommation	9,08	11,73	12,32	9,75	8,62	10,03
Trésorerie	11,24	10,57	7,74	9,06	9,58	8,32
Autres	11,88	9,83	9,85	10,45	9,69	8,55
Total	10,62	10,38	9,15	9,30	9,32	9,25

Tableau 5.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	12,55	11,27	11,57	9,68	11,48	11,06
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,71	8,80	1,42	9,90	9,45	9,12
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,91	10,94	10,03	9,85	9,48	8,20
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	11,00	9,72	9,84	9,36	9,06	8,47
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	12,13	9,99	9,45	9,09	9,26	10,09
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,03	10,21	7,90	8,97	9,35	8,81
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	4,47	8,63	9,55	8,71	5,89	8,73
Plus de 10 ans		3,00	5,50	3,10	7,56	7,76
Total	10,62	10,38	9,15	9,30	9,32	9,25

5.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards de FCFA)

Tableau 5.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	0,27	0,02	1,20	0,24		0,02
Particuliers	0,30	4,04	33,11	13,28		
Clientèle financière	3,08			27,55	38,26	14,52
Sociétés d'Etat et EPIC		0,20				
Assurances-Caisses de retraite	0,13	0,12	1,28	4,27	0,97	0,16
Entreprises privées du secteur productif	10,60	5,57	31,53	14,36	7,51	46,80
Entreprises individuelles	0,01				0,20	0,52
Coopératives et groupements villageois			0,06	0,02	0,07	0,05
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,11	4,02	0,18	0,06	0,86	0,12
Personnels des banques						
Total	14,49	13,97	67,36	59,78	47,86	62,2

Tableau 5.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	14,5	14,0	67,4	59,8	47,8	62,2
Epargne à régime spécial						
Bon de caisse					0,1	
Certificat de dépôt						
Autres						
Total	14,5	14,0	67,4	59,8	47,9	62,2

Tableau 5.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	8,4	3,7	27,4	35,7	26,1	24,4
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	1,1	1,1	27,1	11,9	11,8	23,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	2,3	1,8	4,7	1,5	6,2	8,4
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	0,8	7,0	3,1	5,3	0,4	3,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,7	0,2	2,7	2,0	1,8	2,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	1,3	0,1	2,3	2,7	1,5	0,2
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans				0,7		
Non déterminée				0,2	0,1	
Total	14,5	14,0	67,4	59,8	47,9	62,2

5.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	3,53	3,50	3,50	2,50		3,00
Particuliers	2,67	3,41	4,41	4,68		
Clientèle financière	3,20			4,68	4,56	3,65
Sociétés d'Etat et EPIC		3,00				
Assurances-Caisses de retraite	4,75	4,67	3,43	4,99	5,75	2,50
Entreprises privées du secteur productif	4,06	3,79	4,96	4,78	4,95	4,83
Entreprises individuelles	1,50				3,80	3,96
Coopératives et groupements villageois			3,39	3,29	3,50	3,00
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,41	5,73	2,55	2,87	4,64	2,56
Personnel de banque						
Total	3,71	4,23	4,63	4,71	4,64	4,54

Tableau 5.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	3,71	4,62	4,63	4,71	4,65	4,54
Epargne à régime spécial		3,58			3,00	
Bon de caisse					2,00	
Certificat de dépôt						
Autres		4,91				
Total	3,71	4,23	4,63	4,71	4,64	4,54

Tableau 5.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	4,15	3,86	4,51	4,75	4,80	4,81
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	3,31	2,99	4,89	4,70	4,55	4,71
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	2,87	3,49	5,08	3,69	4,33	4,15
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	3,61	4,85	4,25	4,53	3,66	3,33
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	3,00	3,13	4,50	4,56	4,50	3,25
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	3,96	4,80	2,67	5,31	4,50	3,52
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans			3,50	5,00		
Non déterminée				4,25	3,64	3,50
Total	3,71	4,23	4,63	4,71	4,64	4,54

6. MALI**6.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 6.1.1. Répartition par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	2,1	4,6	13,6	4,1	29,9	17,2
Particuliers	106,3	115,7	135,5	116,2	168,3	181,9
Clientèle financière	3,6	9,4	6,2	3,8	3,5	5,2
Sociétés d'Etat et EPIC	20,0	45,9	50,5	5,5	29,4	30,9
Assurances-Caisses de retraite	0,4	0,1	2,7	2,3	1,4	0,4
Entreprises privées du secteur productif	318,3	571,7	413,7	630,5	598,2	820,5
Entreprises individuelles	66,2	90,5	69,8	62,8	90,2	107,6
Coopératives et groupements villageois	7,7	16,3	5,4	8,2	5,7	9,4
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,6	34,3	19,4	46,0	26,5	23,3
Personnels des banques	3,9	13,3	9,6	3,9	17,9	7,2
Total	530,1	901,7	726,4	883,3	970,9	1 203,7

Tableau 6.1.2. Répartition par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	3,3	6,7	5,8	6,1	5,6	6,5
Exportation			0,2	0,1	21,3	28,6
Equipement	59,7	85,7	90,5	79,1	104,7	130,9
Consommation	71,6	96,0	108,0	90,3	131,2	147,1
Trésorerie	379,1	700,1	466,0	545,7	590,3	759,1
Autres	16,4	13,2	55,9	162,1	117,8	131,5
Total	530,1	901,7	726,4	883,3	970,9	1 203,7

Tableau 6.1.3. Répartition par durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	30,6	48,8	32,3	48,3	40,3	126,2
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	90,4	146,9	86,1	98,6	87,1	137,7
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	179,8	351,5	257,1	291,0	279,9	302,6
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	82,5	132,6	154,7	194,4	220,8	210,1
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	30,3	39,0	44,7	78,5	103,3	112,8
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	83,3	130,8	114,9	114,6	180,3	231,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	29,8	41,1	32,3	53,0	50,7	69,1
Plus de 10 ans	3,4	10,9	4,3	4,7	8,5	14,0
Total	530,1	901,7	726,4	883,3	970,9	1 203,7

6.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	11,81	7,71	6,94	11,91	7,32	8,93
Particuliers	10,60	10,50	10,17	10,32	9,58	9,83
Clientèle financière	8,59	7,57	8,55	8,24	8,58	7,69
Sociétés d'Etat et EPIC	9,09	6,91	6,90	6,08	5,81	5,83
Assurances-Caisses de retraite	10,33	12,06	8,15	9,23	9,48	11,90
Entreprises privées du secteur productif	9,14	8,99	8,80	8,44	8,58	8,31
Entreprises individuelles	11,47	11,28	11,22	11,09	9,91	10,68
Coopératives et groupements villageois	10,79	5,61	10,28	8,45	10,49	10,54
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,14	8,31	8,61	8,22	7,54	6,50
Personnels des banques	1,99	6,58	5,41	1,68	6,70	2,18
Total	9,35	9,17	9,07	8,84	8,71	8,64
Hors personnel de banque	9,32	9,21	9,12	8,87	8,74	8,68

Tableau 6.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	8,10	8,73	8,13	8,75	7,50	7,40
Exportation		10,00	14,81	11,99	9,54	9,79
Equipement	9,87	9,76	9,17	9,31	9,14	9,17
Consommation	11,04	10,43	10,53	10,62	9,85	10,12
Trésorerie	8,96	8,97	8,82	8,64	8,44	8,25
Autres	8,08	6,69	8,33	8,28	8,28	8,50
Total	9,35	9,17	9,07	8,84	8,71	8,64

Tableau 6.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	6,73	6,96	8,35	6,70	9,07	7,03
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	9,17	8,71	8,76	8,64	9,01	8,68
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,42	9,09	8,88	8,85	8,79	9,11
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,26	9,90	9,35	8,77	8,31	8,41
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,78	10,70	10,07	8,83	8,96	9,08
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,40	9,86	9,58	10,41	8,72	8,82
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,75	8,49	8,09	8,08	8,86	9,22
Plus de 10 ans	5,62	7,56	6,12	7,21	6,90	6,68
Total	9,35	9,17	9,07	8,84	8,71	8,64

6.3. LES DÉPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards de FCFA)

Tableau 6.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	33,4	33,8	39,7	42,9	36,9	85,5
Particuliers	57,6	107,6	76,0	51,7	93,9	83,4
Clientèle financière	0,4	4,5	7,2	3,3	3,7	11,2
Sociétés d'Etat et EPIC	11,2	20,5	42,0	14,7	33,6	46,8
Assurances-Caisses de retraite	1,2	9,3	19,9	28,7	18,6	41,4
Entreprises privées du secteur productif	122,0	111,7	106,3	71,5	76,0	116,1
Entreprises individuelles	3,5	3,4	10,5	12,2	6,9	12,4
Coopératives et groupements villageois	1,0	0,8	0,5	0,2	0,4	3,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	13,5	17,0	9,5	27,1	3,4	11,0
Personnel des banques	0,1	0,1		0,2		
Total	243,8	308,5	311,6	252,4	273,4	411,1

Tableau 6.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	241,2	303,4	309,4	243,6	271,3	408,8
Épargne à régime spécial	2,6	5,0	2,2	8,9	2,2	2,3
Bon de caisse		0,1				
Certificat de dépôt						
Autres						
Total	243,8	308,5	311,6	252,4	273,4	411,1

Tableau 6.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	19,7	14,4	23,6	14,8	9,0	4,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	90,0	68,6	57,5	78,6	58,1	122,2
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	30,0	39,3	66,7	41,2	42,7	73,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	23,8	44,6	56,4	55,0	51,2	98,9
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,9	36,3	28,0	22,1	43,9	37,8
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	30,0	78,6	66,5	31,7	48,2	60,5
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	41,4	11,8	10,8	4,0	13,9	14,5
Non déterminée		14,9	2,0	5,1	6,4	
Total	243,8	308,5	311,6	252,4	273,4	411,1

6.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	4,79	4,90	4,81	4,67	5,01	3,95
Particuliers	4,15	4,42	4,53	4,56	4,71	4,81
Clientèle financière	3,39	3,79	4,29	4,45	4,20	5,00
Sociétés d'Etat et EPIC	5,43	4,78	4,64	4,54	4,92	4,99
Assurances-Caisses de retraite	5,01	5,02	5,04	5,25	4,93	4,72
Entreprises privées du secteur productif	5,16	5,36	4,97	5,28	5,28	5,32
Entreprises individuelles	3,78	4,46	4,16	5,16	4,18	4,83
Coopératives et groupements villageois	4,42	4,23	3,42	3,76	3,37	4,60
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,54	5,34	4,57	4,72	4,54	5,75
Personnel des banques	6,00	5,70	4,57	6,00		5,00
Total	4,86	4,90	4,74	4,91	4,93	4,82

Tableau 6.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	4,86	4,89	4,74	4,91	4,93	4,82
Épargne à régime spécial	4,65	5,57	4,82	4,80	4,52	4,68
Bon de caisse		4,75				
Certificat de dépôt						
Autres						
Total	4,86	4,90	4,74	4,91	4,93	4,82

Tableau 6.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	3,76	4,94	4,09	5,00	4,56	3,79
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,42	5,29	4,79	4,94	5,43	4,69
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,13	4,97	4,78	4,65	4,56	4,44
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,46	4,59	4,56	4,89	4,86	4,86
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	3,76	4,69	4,58	5,16	4,60	5,00
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,13	4,83	5,14	5,07	4,80	5,40
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,12	5,31	5,50	4,30	5,53	4,82
Non déterminée		4,34	0,06	4,64	5,73	
Total	4,86	4,90	4,74	4,91	4,93	4,82

7. NIGER**7.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 7.1.1. Répartition par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	3,4	3,7	4,6	3,1	5,0	34,9
Particuliers	76,8	91,4	112,0	119,8	79,6	70,0
Clientèle financière	1,5	1,0	1,8	1,4	2,0	1,4
Sociétés d'Etat et EPIC	6,5	3,1	8,2	3,1	3,6	1,5
Assurances-Caisses de retraite		0,2	1,5	6,6	4,2	9,1
Entreprises privées du secteur productif	67,1	87,1	161,6	113,7	121,1	135,6
Entreprises individuelles	74,6	72,0	96,8	105,6	145,8	230,4
Coopératives et groupements villageois	3,1	3,2	5,0	1,7	1,0	1,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	2,1	2,8	1,4	4,9	1,7	1,8
Personnels des banques	1,2	2,6	2,0	3,2	4,1	5,6
Total	236,3	267,0	394,9	363,1	368,1	492,0

Tableau 7.1.2. Répartition par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	9,4	10,2	19,6	14,3	18,1	15,0
Exportation	2,1	6,9			0,5	
Equipement	10,5	8,3	10,5	38,8	25,0	51,0
Consommation	68,4	76,1	86,4	85,4	99,6	98,5
Trésorerie	123,5	146,4	248,8	167,4	191,5	265,5
Autres	22,5	19,1	29,6	57,2	33,4	61,9
Total	236,3	267,0	394,9	363,1	368,1	492,0

Tableau 7.1.3. Répartition par durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	66,1	58,6	73,9	66,6	87,6	143,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	19,2	33,9	69,8	48,7	57,8	70,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	18,3	28,7	71,0	55,8	36,7	55,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	32,8	48,5	74,8	47,6	46,7	66,0
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	29,9	19,8	20,3	26,1	27,4	33,5
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	55,8	61,4	47,5	73,6	53,1	90,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	13,3	15,7	30,4	39,8	42,6	24,8
Plus de 10 ans	0,8	0,5	7,1	4,8	16,2	6,9
Total	236,3	267,0	394,9	363,1	368,1	492,0

7.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	11,38	8,75	8,97	6,86	9,72	9,01
Particuliers	12,00	11,52	9,83	10,16	10,48	10,83
Clientèle financière	14,24	12,52	11,88	11,71	8,96	7,39
Sociétés d'Etat et EPIC	10,48	8,31	7,78	11,51	11,25	10,72
Assurances-Caisses de retraite	13,33	12,11	12,80	12,19	11,57	10,69
Entreprises privées du secteur productif	10,54	10,58	10,92	9,47	9,29	9,55
Entreprises individuelles	12,11	11,80	11,48	11,31	10,88	10,79
Coopératives et groupements villageois	10,55	10,81	9,52	11,19	12,13	9,95
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,67	10,35	10,37	7,64	11,19	11,17
Personnels des banques	2,98	2,67	3,81	2,92	2,35	2,40
Total	11,18	11,11	10,62	10,21	10,17	10,22
Hors personnel de banque	11,02	11,20	10,65	10,27	10,26	10,31

Tableau 7.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	10,42	10,15	9,40	9,10	8,55	8,16
Exportation		9,63	12,62	12,01	12,31	10,29
Equipement	11,53	11,80	10,71	8,96	8,82	8,73
Consommation	11,99	11,55	9,55	10,54	10,28	10,34
Trésorerie	11,35	11,02	11,08	10,59	10,42	10,91
Autres	11,20	10,82	10,62	9,75	10,25	8,78
Total	11,18	11,11	10,62	10,21	10,17	10,22

Tableau 7.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	11,80	11,77	11,99	11,87	11,63	11,53
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	11,73	9,51	10,66	10,67	10,02	10,11
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	12,18	10,56	9,62	9,70	10,34	10,08
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	11,39	11,22	10,10	9,70	9,99	10,52
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,67	11,78	11,83	10,60	10,24	10,45
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	11,60	11,56	11,08	10,03	9,65	8,69
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,32	10,31	9,84	8,52	8,94	9,16
Plus de 10 ans	7,77	6,93	7,94	8,17	7,65	5,36
Total	11,18	11,11	10,62	10,21	10,17	10,22

7.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards de FCFA)

Tableau 7.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	12,8	28,2	31,0	42,1	66,9	46,3
Particuliers	9,4	25,1	10,9	18,8	14,6	80,8
Clientèle financière	4,1	11,9	15,7	18,6	17,4	10,4
Sociétés d'Etat et EPIC	6,5	6,0	17,0	7,4	10,5	4,7
Assurances-Caisses de retraite	5,9	5,0	27,2	20,0	37,9	33,2
Entreprises privées du secteur productif	27,8	18,7	36,5	19,0	13,5	23,2
Entreprises individuelles	6,6	2,6	3,3	4,7	7,3	23,9
Coopératives et groupements villageois	0,7	0,4	0,7	0,6	1,2	2,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,0	10,2	15,1	3,8	4,3	2,0
Personnel de banques			0,1			0,4
Total	83,8	108,0	157,5	135,0	173,7	227,4

Tableau 7.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	83,8	108,0	157,5	134,7	168,1	227,3
Epargne à régime spécial					0,5	
Bon de caisse					0,2	
Certificat de dépôt				0,1	4,6	
Autres					0,3	
Total	83,8	108,0	157,5	135,0	173,7	227,4

Tableau 7.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	12,3	14,1	35,5	21,8	9,3	6,0
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	15,4	19,5	37,5	33,3	39,7	30,7
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	16,4	17,4	22,7	9,4	26,1	27,2
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	27,2	24,6	27,3	27,9	24,3	74,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,4	5,7	11,7	8,4	16,6	4,3
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	6,4	25,0	19,6	12,0	41,8	69,6
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,8	0,1	1,2	1,6	1,1	2,8
Non déterminée		1,7	1,9	20,6	14,8	12,5
Total	83,8	108,0	157,5	135,0	173,7	227,4

7.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	5,26	5,48	5,45	5,15	5,31	5,63
Particuliers	4,60	4,85	5,01	5,58	3,89	4,43
Clientèle financière	5,08	5,08	4,97	5,74	6,10	5,98
Sociétés d'Etat et EPIC	5,06	5,45	6,40	5,82	5,78	6,33
Assurances-Caisses de retraite	5,67	5,85	6,25	6,37	6,35	6,51
Entreprises privées du secteur productif	5,18	4,52	4,49	5,64	5,49	5,89
Entreprises individuelles	4,29	4,32	4,24	5,42	5,77	4,35
Coopératives et groupements villageois	3,99	3,66	3,79	3,93	4,47	3,78
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,81	5,36	5,30	4,74	5,09	4,88
Personnel de banques			5,00		4,75	4,88
Total	5,07	5,09	5,34	5,57	5,55	5,22

Tableau 7.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	5,08	4,62	5,34	5,57	5,54	5,22
Epargne à régime spécial		3,58	4,00	3,75	4,99	6,50
Bon de caisse				3,60	4,49	3,66
Certificat de dépôt				6,00	6,13	
Autres		4,91		4,50	5,95	
Total	5,08	5,09	5,34	5,57	5,55	5,22

Tableau 7.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	4,45	4,21	4,79	4,17	2,56	4,51
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,43	4,93	5,64	5,87	5,55	5,81
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,81	5,01	5,33	5,22	5,95	6,07
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,31	5,54	4,79	5,60	5,35	4,72
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,19	5,87	6,08	5,59	6,32	5,54
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,27	5,15	6,07	6,28	5,66	4,98
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans		4,25	5,67	6,18	4,96	5,82
Non déterminée		5,19	5,72	6,22	5,92	6,39
Total	5,04	5,09	5,34	5,57	5,55	5,22

8. SENEGAL**8.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)**

Tableau 8.1.1. Répartition par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	36,3	41,5	21,8	51,1	8,2	177,7
Particuliers	205,7	236,3	309,4	292,7	304,7	317,2
Cientèle financière	7,5	7,8	12,5	2,5	16,7	13,6
Sociétés d'Etat et EPIC	37,0	29,2	52,3	46,4	65,5	54,9
Assurances-Caisses de retraite	5,0			17,0	44,0	55,5
Entreprises privées du secteur productif	1 243,8	1 347,1	1 374,1	1 718,0	1 925,5	1 964,7
Entreprises individuelles	20,3	19,2	60,2	37,9	56,2	50,2
Coopératives et groupements villageois	19,5	22,7	42,3	24,1	31,0	32,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,8	31,8	52,2	30,2	62,6	23,6
Personnels des banques	6,6	9,4	21,0	21,6	29,4	18,7
Total	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6	2 543,8	2 708,6

Tableau 8.1.2. Répartition par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	30,6	32,7	51,0	60,4	80,8	40,8
Exportation				0,2	1,8	6,7
Equipement	224,6	295,1	201,6	210,7	210,4	154,2
Consommation	63,7	92,7	138,7	151,5	187,9	232,8
Trésorerie	1 106,7	1 085,1	1 227,5	1 425,2	1 767,5	1 767,1
Autres	160,0	239,3	327,1	393,6	295,4	506,9
Total	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6	2 543,8	2 708,6

Tableau 8.1.3. Répartition par durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	675,2	675,0	740,5	910,0	1 052,0	1 028,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	261,8	318,8	460,4	493,1	564,2	581,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	74,4	115,1	87,9	119,2	144,0	165,6
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	184,5	100,9	98,9	105,9	128,8	174,0
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	67,1	86,0	79,9	78,6	82,0	130,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	256,6	302,9	346,8	329,7	372,2	482,9
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	50,9	127,3	102,6	167,8	156,0	128,3
Plus de 10 ans	15,1	19,0	28,9	37,3	44,6	17,8
Total	1 585,5	1 745,0	1 945,9	2 241,6	2 543,8	2 708,6

8.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	9,17	7,44	6,84	6,09	7,57	5,66
Particuliers	9,65	9,41	9,38	9,39	9,23	9,34
Cientèle financière	8,00	8,12	8,60	8,96	7,16	8,07
Sociétés d'Etat et EPIC	8,72	7,59	4,47	5,54	6,55	6,75
Assurances-Caisses de retraite				8,72	7,76	8,08
Entreprises privées du secteur productif	6,44	5,90	5,35	5,42	5,31	5,08
Entreprises individuelles	10,48	11,20	11,42	11,19	10,13	9,82
Coopératives et groupements villageois	9,87	9,17	8,11	9,50	8,51	9,17
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,14	9,93	5,92	5,83	5,63	9,63
Personnels des banques	1,88	1,98	2,31	1,77	4,58	2,74
Total	7,02	6,61	6,23	6,10	6,02	5,89
Hors personnel de banque	7,04	6,63	6,28	6,14	6,04	5,91

Tableau 8.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	7,94	7,72	7,04	6,81	7,19	7,10
Exportation				10,49	7,51	8,55
Equipement	8,90	8,14	7,81	6,83	6,90	7,87
Consommation	9,81	8,94	8,52	8,87	8,85	8,05
Trésorerie	6,04	5,35	4,87	5,00	5,12	4,67
Autres	9,76	9,37	9,28	8,51	8,63	8,41
Total	7,02	6,61	6,23	6,10	6,02	5,89

Tableau 8.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	5,32	4,72	4,37	4,39	4,19	3,85
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6,70	5,71	4,95	5,15	5,56	5,62
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,51	7,82	8,58	8,80	7,93	8,59
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,32	8,71	9,27	8,65	8,75	6,91
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	9,83	8,94	8,59	8,78	8,46	7,49
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,30	9,19	9,20	8,61	8,54	8,10
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,08	8,41	8,84	8,52	8,76	8,79
Plus de 10 ans	6,47	6,36	5,57	5,71	5,96	4,66
Total	7,02	6,61	6,23	6,10	6,02	5,89

8.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards de FCFA)

Tableau 8.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	56,0	72,9	53,2	41,5	71,7	143,8
Particuliers	156,6	132,0	123,0	158,8	202,3	235,1
Clientèle financière	25,9	49,1	47,9	86,7	161,9	150,7
Sociétés d'Etat et EPIC	48,7	50,7	39,6	99,5	87,8	93,5
Assurances-Caisses de retraite	66,3	53,2	93,7	39,6	138,2	166,0
Entreprises privées du secteur productif	270,1	285,3	262,5	398,4	481,8	543,1
Entreprises individuelles	19,0	5,9	2,6	11,5	10,2	23,8
Coopératives et groupements villageois	7,2	4,3	3,2	10,8	11,3	9,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	45,7	79,4	47,0	22,1	55,2	40,7
personnel des banques	0,3	0,2	0,3	0,4	0,1	0,2
Total	695,9	733,2	673,1	869,5	1220,6	1405,9

Tableau 8.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	658,5	678,7	597,4	748,4	1179,2	1393,1
Epargne à régime spécial	14,5	18,5	33,1	7,4	0,8	8,6
Bon de caisse	22,7	35,9	42,0	103,9	37,1	3,5
Certificat de dépôt	0,1			0,2		0,4
Autres			0,7	9,7	3,4	0,3
Total	695,9	733,2	673,1	869,5	1220,6	1405,9

Tableau 8.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	150,0	96,5	61,5	131,2	212,5	133,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	205,1	238,8	182,6	197,1	245,1	261,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	81,7	129,0	118,9	162,0	189,9	290,5
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	77,8	93,8	100,9	68,6	162,3	142,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	33,1	23,4	27,3	54,7	54,9	88,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	104,7	98,3	131,2	189,7	186,8	203,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	32,6	44,2	32,3	47,6	93,5	246,6
Non déterminée	11,0	9,1	18,5	18,6	75,6	39,5
Total	695,9	733,2	673,1	869,5	1220,6	1405,9

8.4. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.4.1. Taux d'intérêt par nature du créateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	5,75	5,01	4,49	5,72	5,08	5,04
Particuliers	4,02	3,79	4,10	4,61	4,84	4,60
Clientèle financière	5,84	5,97	5,67	5,69	5,98	6,20
Sociétés d'Etat et EPIC	5,86	5,69	5,40	5,93	6,05	5,88
Assurances-Caisses de retraite	4,55	5,94	4,86	5,91	5,30	6,22
Entreprises privées du secteur productif	5,38	4,80	5,58	5,89	5,73	5,79
Entreprises individuelles	4,14	3,39	4,48	5,01	4,83	5,17
Coopératives et groupements villageois	3,96	3,81	4,09	6,01	5,22	5,62
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,41	5,22	5,37	5,12	5,09	5,14
Personnel des banques	3,87	3,64	3,81	3,83	4,51	4,09
Total	5,02	4,89	5,09	5,60	5,51	5,58

Tableau 8.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	5,04	4,62	5,12	5,69	5,53	5,60
Epargne à régime spécial	4,26	3,58	4,48	2,95	3,44	3,54
Bon de caisse	4,22		5,10	5,21	5,13	4,18
Certificat de dépôt	5,00			4,39		6,97
Autres		4,91	4,04	5,07	4,52	6,06
Total	5,02	4,89	5,09	5,60	5,51	5,58

Tableau 8.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	4,01	4,96	4,56	5,09	4,85	5,31
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,22	4,75	5,12	5,80	5,43	5,67
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,97	5,08	4,71	5,84	5,85	5,65
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,62	4,13	5,46	4,89	4,99	5,33
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,81	3,97	5,26	5,47	4,99	5,29
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,71	5,23	5,25	5,70	5,92	5,75
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	6,41	6,24	5,68	6,21	6,20	5,76
Non déterminée	3,89	5,15	4,56	5,58	6,43	4,98
Total	5,02	4,89	5,09	5,60	5,51	5,58

9. TOGO

9.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 9.1.1. Répartition par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	11,9	13,2	33,5	10,2	26,6	6,4
Particuliers	48,6	55,5	75,5	80,9	127,1	126,6
Clientèle financière	1,4	20,8	1,0	0,9	1,0	0,8
Sociétés d'Etat et EPIC	7,1	13,5	0,6	5,5	6,8	16,0
Assurances-Caisses de retraite		2,1	0,4	0,5	0,1	1,8
Entreprises privées du secteur productif	124,9	122,1	187,4	224,3	239,7	358,8
Entreprises individuelles	30,8	60,0	71,4	73,9	56,9	67,2
Coopératives et groupements villageois	1,6	1,4	0,7	1,7	2,2	0,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,7	5,2	1,8	2,9	1,3	0,7
Personnels des banques	4,2	3,9	4,1	4,3	6,7	6,2
Total	231,2	297,7	376,3	405,1	468,6	585,2

Tableau 9.1.2. Répartition par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	6,5	12,8	10,5	10,8	15,4	16,2
Exportation	0,4	6,6	2,9	0,3		2,6
Equipement	25,5	33,9	61,2	66,1	79,3	71,2
Consommation	37,7	55,2	91,2	75,1	122,4	117,4
Trésorerie	106,9	121,2	157,9	209,3	204,6	280,2
Autres	54,3	68,0	52,7	43,5	47,0	97,6
Total	231,2	297,7	376,3	405,1	468,6	585,2

Tableau 9.1.3. Répartition par durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	11,7	15,7	28,6	31,8	93,5	104,9
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	32,5	56,4	39,5	60,3	28,8	60,6
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	55,1	69,5	70,0	75,6	54,3	67,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	12,3	25,0	28,5	52,5	39,2	63,6
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	27,3	19,9	34,6	31,4	45,1	44,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	76,6	89,2	116,7	117,7	130,6	132,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	14,2	20,8	51,8	33,3	71,6	107,3
Plus de 10 ans	1,5	1,3	6,7	2,6	5,7	5,5
Total	231,2	297,7	376,3	405,1	468,6	585,2

9.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	9,33	8,08	7,71	7,82	7,02	7,46
Particuliers	11,13	11,11	10,27	10,18	9,50	8,85
Clientèle financière	10,09	9,01	9,19	9,59	8,98	8,01
Sociétés d'Etat et EPIC	9,59	8,02	10,24	7,23	7,09	6,86
Assurances-Caisses de retraite	13,00	9,48	11,78	9,35	10,00	7,77
Entreprises privées du secteur productif	9,04	9,28	9,08	8,48	8,46	7,98
Entreprises individuelles	11,18	10,49	10,18	9,84	9,89	9,96
Coopératives et groupements villageois	11,68	10,31	9,22	8,29	10,50	8,53
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,70	8,22	7,83	7,04	8,78	8,18
Personnels des banques	4,66	5,49	4,68	3,84	3,30	3,10
Total	9,65	9,67	9,36	8,98	8,75	8,31
Hors personnel de banque	9,66	9,73	9,41	9,03	8,83	8,36

Tableau 9.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Habitation	9,68	9,39	9,83	9,13	8,23	8,49
Exportation	11,63	11,20	10,89	10,15		8,14
Equipement	9,61	10,40	8,61	8,25	8,28	8,24
Consommation	11,48	10,75	10,23	10,43	9,34	8,61
Trésorerie	9,83	9,67	9,20	8,71	8,60	8,35
Autres	8,54	8,36	9,00	8,82	8,83	7,85
Total	9,64	9,67	9,36	8,98	8,75	8,31

Tableau 9.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	11,06	10,25	9,88	9,29	9,04	9,42
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	10,66	10,09	9,83	8,82	9,06	7,50
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,27	9,30	9,18	8,69	8,35	8,56
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,93	9,25	9,19	8,38	8,37	6,81
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,11	9,53	9,31	8,62	9,50	8,77
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,01	10,06	9,78	9,43	8,74	8,29
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	9,31	8,62	8,69	9,40	8,67	8,41
Plus de 10 ans	5,68	5,46	4,68	7,61	4,33	4,78
Total	9,64	9,67	9,36	8,98	8,75	8,31

9.3. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards de FCFA)

Tableau 9.3.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	103,5	132,8	120,6	123,6	133,0	179,1
Particuliers	58,0	164,1	125,1	270,3	159,4	227,9
Clientèle financière	51,0	73,9	154,0	128,4	159,3	157,0
Sociétés d'Etat et EPIC	38,9	63,5	57,0	117,2	273,7	309,9
Assurances-Caisses de retraite	120,0	137,8	161,7	234,1	183,3	186,3
Entreprises privées du secteur productif	160,0	139,5	340,0	455,8	247,7	273,5
Entreprises individuelles	30,0	47,1	135,6	120,1	28,7	20,8
Coopératives et groupements villageois	4,8	4,2	43,2	35,9	35,9	44,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	13,4	19,1	21,1	23,5	23,4	40,9
Personnel de banques	3,4	2,5	7,6	6,0	4,0	4,0
Total	583,0	784,6	1166,0	1514,9	1248,5	1444,0

Tableau 9.3.2. Répartition selon la nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	583,0	784,6	1165,6	1514,9	1248,5	1444,0
Epargne à régime spécial			0,1			
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres			0,3			
Total	583,0	784,6	1166,0	1514,9	1248,5	1444,0

Tableau 9.3.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	340,1	365,5	488,5	476,5	338,9	431,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	128,3	241,5	210,3	318,0	276,6	336,2
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	38,1	67,4	243,1	412,4	325,2	311,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	18,9	42,7	100,2	199,3	152,5	162,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,8	7,1	9,8	17,4	21,1	50,1
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	48,6	46,1	78,0	86,0	94,9	77,0
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	3,1	1,6	8,3	5,4	39,3	75,8
Non déterminée		12,7	27,8			
Total	583,0	784,6	1166,0	1514,9	1248,5	1444,0

9.4. TAUX D'INTERET CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.4.1. Taux d'intérêt par nature du créiteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etat et organismes assimilés	4,77	4,74	4,64	4,88	5,01	5,10
Particuliers	3,95	4,64	4,57	4,76	4,44	4,50
Clientèle financière	4,29	5,57	5,83	5,78	5,73	6,13
Sociétés d'Etat et EPIC	4,32	4,53	5,12	5,56	5,73	5,74
Assurances-Caisses de retraite	5,01	5,18	5,23	5,28	5,61	5,50
Entreprises privées du secteur productif	4,55	4,99	4,86	4,99	5,13	5,39
Entreprises individuelles	4,49	4,39	5,33	5,68	5,03	5,03
Coopératives et groupements villageois	4,51	5,85	5,10	5,42	4,78	5,43
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,76	3,91	4,04	4,45	4,31	4,56
Personnel de banques	4,43	4,13	4,32	4,23	4,00	4,02
Total	4,55	4,87	5,04	5,15	5,28	5,35

Tableau 9.4.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôt à terme	4,55	4,62	5,04	5,15	5,28	5,35
Epargne à régime spécial		3,58	4,50			
Bon de caisse						
Certificat de dépôt						
Autres		4,91	5,71	3,75		
Total	4,55	4,87	5,04	5,15	5,28	5,35

Tableau 9.4.3. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2010	2011	2012	2013	2014	2015
inf ou égale à 1 mois	4,62	4,59	4,66	4,77	4,53	4,65
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,25	4,84	5,02	5,05	5,27	5,51
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,40	5,55	5,56	5,49	5,94	5,89
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,68	5,57	5,16	5,26	4,95	5,35
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,45	5,08	5,73	6,11	5,68	5,65
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,15	5,47	5,24	5,57	5,95	5,66
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,02	4,29	6,07	5,79	5,80	5,91
Non déterminée		4,97	5,88			
Total	4,55	4,87	5,04	5,15	5,28	5,35



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int